

## INSTRUCTION

N° 01-093-B1-A7 du 18 octobre 2001

NOR : BUD R 01 00093 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

PRIME AU MAINTIEN DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES.  
CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2001

### ANALYSE

Dispositions générales. Principes relatifs à l'exécution de la dépense. Remboursement de primes indûment perçues. Dispositions comptables. Modulation de l'aide.  
Paielements hors campagne. Audit interne.

Date d'application : 16/10/2001

### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;  
PRIME AU MAINTIEN DE LA VACHE ; EXPLOITANT AGRICOLE ; INDEMNITÉ ; PAIEMENT

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Instruction n° 00-086-B1-A7 du 17 octobre 2000

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPG									

### DIFFUSION

CS 33

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5C*

## SOMMAIRE

<b>1. RAPPEL DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1. RÉFÉRENCES INDIVIDUELLES .....	5
1.2. PLAFOND DE DENSITÉ .....	5
1.3. PÉRIODE DE DÉPÔT DES DEMANDES 2001 .....	5
1.4. DATES DE PAIEMENT .....	5
1.5. MONTANT DE LA PRIME EN 2001 (LIQUIDÉE EN EUROS).....	6
1.5.1. Prime de base .....	6
1.5.2. Complément extensification .....	6
1.5.3. Complément agrimonétaire.....	6
1.5.4. Complément « veau labellisable ».....	7
1.5.5. Modulation de l'aide.....	7
<b>2. L'ENGAGEMENT DE LA DÉPENSE.....</b>	<b>7</b>
2.1. IMPUTATION BUDGÉTAIRE .....	7
2.2. FORME DES ENGAGEMENTS ET NATURE DU CONTRÔLE .....	8
2.2.1. Contrôle financier déconcentré .....	8
2.2.2. Justification des engagements .....	9
<b>3. CONTRÔLE DU MANDATEMENT .....</b>	<b>9</b>
3.1. MODALITÉS DE CONTRÔLE .....	9
3.1.1. Composition du dossier .....	9
3.1.2. Contrôles avant mise en paiement.....	10
3.2. LA MATÉRIALISATION DES CONTRÔLES .....	11
<b>4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>12</b>
4.1. LE SUPPORT DE PAIEMENT .....	12
4.2. RAPPEL DES RÈGLES DE LA COMPENSATION LÉGALE .....	12
4.2.1. Rappel de la règle générale .....	12
4.2.2. Description des procédures compensatoires .....	12
<b>5. TRAITEMENT DES SOMMES INDÛMENT PERÇUES .....</b>	<b>13</b>
5.1. CONSTATATION DE LA CRÉANCE.....	13
5.2. COMPTABILISATION DES REMBOURSEMENTS DE PRIMES INDÛMENT PERÇUES .....	13

<b>6. RÉGULARISATIONS DE LA MODULATION PRÉLEVÉE AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2000 .....</b>	<b>13</b>
<b>7. DISPOSITIONS COMPTABLES.....</b>	<b>15</b>
7.1. CENTRALISATION DES INFORMATIONS .....	15
7.1.1. Opérations de dépense .....	15
7.1.2. Opérations de recette .....	15
7.2. ACCORD MENSUEL AVEC L'ORDONNATEUR.....	15
7.2.1. En dépense .....	15
7.2.2. En recette .....	16
<b>8. LES PAIEMENTS HORS CAMPAGNE (PROCÉDURE DÉROGATOIRE).....</b>	<b>16</b>
<b>9. AUDIT INTERNE .....</b>	<b>16</b>

### LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire DPEI/SPM/C2000 n° 4027 du 26 avril 2001 du ministère de l'agriculture et de la pêche .....	17
ANNEXE N° 2 : Modèle d'état des données de chargement (état 1.55) .....	54
ANNEXE N° 3 : Modèle de bordereau de liquidation (état 1.11).....	55
ANNEXE N° 4 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives au remboursement des sommes indûment perçues.....	57
ANNEXE N° 5 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives aux reversements opérés au titre des régularisations de modulation. ....	58

Les services du Trésor public et ceux des DDAF formant conjointement et solidairement l'organisme payeur « Services Déconcentrés de l'État » (SDE) ont été agréés comme organisme payeur par arrêté du 15 octobre 1996 (modifié), en application des règlements (CE) n° 1663/95 de la Commission européenne du 7 juillet 1995 modifiant la procédure d'apurement des comptes et n° 1258/1999 du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune (PAC) .

A ce titre, les trésoreries générales sont chargées de payer la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA). La réglementation communautaire de la PMTVA s'intègre dans le système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) décrit dans le règlement (CE) n°3887/92 de la Commission du 23 décembre 1992 modifié par le règlement n°2801/99 du 21 décembre 1999.

Les modalités d'octroi de la PMTVA sont définies et organisées en référence aux dispositions contenues dans le règlement (CE) n° 1254/99 du Conseil du 17 mai 1999. Les modalités d'application de ce règlement sont précisées par le règlement (CE) n° 2342/99 de la Commission du 28 octobre 1999.

Le règlement n° 2799/98 du Conseil du 15 décembre 1998 établissant le régime agrimonétaire de l'euro prévoit que les bénéficiaires de la PMTVA qui ont subi une perte de revenu du fait du passage de l'Ecu à l'Euro lors du calcul des primes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, percevront un complément agri-monétaire. Ce complément, calculé sur les mêmes bases que la PMTVA, est versé comme accessoire du principal. Ce complément est versé en trois tranches. Les deux premières tranches ont été payées en complément des campagnes 1999 et 2000 de la PMTVA. La dernière tranche sera versée en complément de la campagne 2001.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, la France a en outre choisi de mettre en œuvre les dispositions du règlement communautaire n° 1259/99 du Conseil permettant la constitution d'un fonds alimenté par la modulation des aides directes et destiné essentiellement au financement d'actions de développement rural. Le décret n° 2000-280 du 24 mars 2000 et l'arrêté du 25 avril 2000 précisent les modalités d'application de la modulation des paiements accordés aux agriculteurs.

*A compter de la campagne 2001, un complément à la prime de base de la PMTVA, instauré dans le cadre de l'enveloppe de flexibilité communautaire issue de la réforme de l'organisation commune de marché « viande bovine » de 1999, sera attribué aux producteurs de veaux élevés sous la mère selon les clauses d'un cahier des charges « Label Rouge ».*

Enfin, le montant de la part nationale de la prime de base a été porté dès cette année au niveau prévu initialement pour la campagne 2002 dans le cadre des mesures de soutien exceptionnel aux éleveurs de viande bovine, décidées le 28 février 2001.

La campagne de commercialisation 2001 a fait l'objet d'une circulaire DPEI/SPM/C2000/n° 4027 du 26 avril 2001 du ministère de l'agriculture et de la pêche diffusée à l'appui de la présente instruction (annexe n° 1).

La présente instruction a pour objet de présenter les modalités *d'engagement, de contrôle et de suivi comptable de la PMTVA* pour la campagne de commercialisation 2001.

***Il convient de s'y conformer strictement.***

## 1. RAPPEL DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les paiements relatifs à la campagne 2001 de la PMTVA sont effectués entre le 16 octobre 2001 et le 30 juin 2002.

L'exercice financier 2002 du FEOGA s'exécute du 16 octobre 2001 au 15 octobre 2002.

### 1.1. RÉFÉRENCES INDIVIDUELLES

Le dispositif de limitation individuelle de droits à primes reste inchangé. Les primes versées à chaque producteur sont plafonnées sur la base des droits notifiés à chaque éleveur par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF).

### 1.2. PLAFOND DE DENSITÉ

Le nombre total de vaches allaitantes pouvant bénéficier de la PMTVA est limité par l'application d'un plafond de densité de l'exploitation, maintenu en 2001 à 2 unités de gros bovin (UGB)/ha de surface fourragère (SF).

### 1.3. PÉRIODE DE DÉPÔT DES DEMANDES 2001

Les demandes de PMTVA sont adressées *directement aux DDAF* et chaque producteur ne peut effectuer qu'une seule demande.

Pour la campagne 2001, la période est fixée du 1<sup>er</sup> mars au 15 juin 2001 inclus pour la France métropolitaine à l'exception de la Corse et du 15 octobre au 15 novembre 2001 pour la Corse ainsi que pour les DOM.

Sauf cas de force majeure, tout dépôt tardif donne lieu à une réduction de 1% du montant de l'aide due par jour de retard (samedi, dimanche et jours fériés non compris). Cet abattement est directement calculé par le logiciel de liquidation. Au-delà de 25 jours calendaires de retard, la demande est irrecevable et ne peut entraîner l'octroi d'un quelconque montant.

La demande de prime est irrecevable si elle est déposée à partir du 11 juillet 2001 en France métropolitaine à l'exception de la Corse et à partir du 11 décembre 2001 pour la Corse et les DOM.

De plus, tout retard dans le dépôt de la déclaration de surfaces, après le 15 mai 2001, entraîne également une réduction de 1% sur le montant de la prime par jour ouvrable de retard.

### 1.4. DATES DE PAIEMENT

*Délais de paiement* : Les dossiers de la campagne de commercialisation 2001 doivent être payés avant le 30 juin 2002, sauf cas exceptionnels dûment motivés (cf. § 8).

*Date de paiement* : le paiement ne peut intervenir qu'à l'issue de la période de 6 mois de détention obligatoire et *pas avant le 16 octobre 2001*.

A compter de cette année, le complément agrimonétaire relatif à la prime de base et au complément « zones défavorisées » sera mis en paiement en même temps que le versement de ces aides, soit dès le 16 octobre 2001.

Le versement du complément extensification et du complément agrimonétaire qui y est relatif seront mis en paiement à partir du mois de mars 2002.

De la même manière, le paiement du complément veau labellisable n'interviendra pas avant le mois de mars 2002.

## 1.5. MONTANT DE LA PRIME EN 2001 <sup>1</sup> (LIQUIDÉE EN EUROS)

### 1.5.1. Prime de base

	Part communautaire	Part nationale 40 premières vaches	Part nationale vaches suivantes
MÉTROPOLE	CEE 1 : 182 EUR  <b>Total : 182 EUR (1.193,84 FRF)</b>	FRA 1 : 25,85 EUR FRA 2 : 24,15 EUR  <b>Total : 50 EUR (327,98 FRF)</b>	FRA 1 : 25,85 EUR  <b>Total : 25,85 EUR (169,56 FRF)</b>
CORSE et HAINAUT	CEE 1 : 182 EUR CEE 3 : 24,15 EUR  <b>Total : 206,15 EUR (1.352,26 FRF)</b>	FRA 3 : 27,55 EUR  <b>Total : 27,55 EUR (180,72 FRF)</b>	---

Pour les GAEC, le plafond de 40 vaches applicable à la part nationale est multiplié par le nombre d'associés éligibles du GAEC (nombre de parts "PAC").

A compter du 16 octobre 2001, la prime sera liquidée en euros.

### 1.5.2. Complément extensification

Le complément de prime aux élevages extensifs (exploitations de moins de 2 UGB/ha SF), financé uniquement par le FEOGA (CEE 2), s'établit pour la campagne 2001 à :

- 66 EUR (432,93 FRF) par vache, sans limitation de nombre pour les exploitations dont le chargement est strictement inférieur à 1,6 UGB/ha SF ;
- 33 EUR (216,47 FRF) par vache, sans limitation de nombre pour les exploitations dont le chargement est supérieur ou égal à 1,6 UGB/ha SF et inférieur ou égal à 2 UGB/ha SF.

### 1.5.3. Complément agrimonétaire

Les montants à verser au titre de la troisième et dernière tranche du complément agrimonétaire, institué par le règlement n° 2799/98 du 15 décembre 1998, sont déterminés par application des taux suivants :

- 0,251% calculé sur le montant dû à l'exploitant au titre de la prime de base ou du complément extensif ;
- 0,253% calculé sur le montant dû au titre du complément « zones défavorisées » (objectif 1)

<sup>1</sup> Sous réserve de publication de l'arrêté de campagne au Journal officiel.

#### 1.5.4. Complément « veau labellisable »

Peut bénéficier du complément « veau labellisable » tout producteur éligible à la PMTVA, détenteur de droits à prime, définitifs ou temporaires, s'il remplit la double condition suivante : être adhérent d'une organisation de producteurs, au sens de la loi d'orientation agricole (LOA) du 9 juillet 1999 et élever des veaux nourris sous la mère ou au biberon, selon les prescriptions du cahier des charges d'un des cinq « labels rouges » suivants :

- le veau sous la mère ;
- le veau fermier du Limousin Blason Prestige ;
- le veau Del País ;
- le veau d'Aveyron ou du Ségala ;
- le veau des Monts du Velay-Forez.

Ce complément (CEE 5) s'élève à **121,96 EUR (800,01 FRF)** par veau primé.

#### 1.5.5. Modulation de l'aide

En application de l'article 4 du règlement n° 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999, la France a décidé de moduler certaines aides et d'affecter les crédits ainsi dégagés au financement d'actions de développement rural.

La modulation est calculée par l'application d'un taux de réduction au montant de l'aide directe. Un taux de réduction provisoire est appliqué pour l'année en cours. La régularisation des montants versés après application du taux de réduction définitif intervient l'année suivante.

L'année 2001 est la deuxième année de mise en œuvre de la modulation des aides directes. Le taux de réduction des paiements calculé cette année est le taux définitif pour les aides versées au titre de la campagne 2000 de la PMTVA. Ce taux sera également appliqué, de façon provisoire, aux paiements effectués au titre de la campagne 2001.

Le taux de réduction individuel est déterminé par le préfet du département du siège de l'exploitation agricole. Ce taux est notifié par la DDAF à l'exploitant.

Il importe que le montant de la modulation ainsi calculé soit clairement identifié pour répondre aux obligations communautaires. Le taux de réduction ne peut être supérieur à 20% du montant total des paiements versés au titre de l'année en cours.

De plus, un traitement différencié doit être opéré pour les sommes retenues au titre de l'application du taux provisoire relatif à la campagne 2001 de la PMTVA et les sommes retenues ou reversées à l'exploitant au titre des régularisations de la modulation de la campagne 2000, après application du taux définitif (cf. § 6.).

Le montant des modulations prélevées est transféré à l'Agent Comptable Central du Trésor, chargé du suivi du compte modulation (voir § 4. Sur les modalités de règlement).

## 2. L'ENGAGEMENT DE LA DÉPENSE

### 2.1. IMPUTATION BUDGÉTAIRE

La prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes est imputée sur le chapitre 44-55 « Primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes », article de prévision 30 « Primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes » du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Pour éviter toute confusion entre les primes versées au titre des campagnes précédentes et celles réglées au titre de la campagne 2001, l'imputation des sommes mandatées au titre de la campagne 2001 s'effectue sur les trois articles d'exécution suivants :

- *article 33* : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part nationale) - campagne de commercialisation 2001.

paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles.

- *article 34* : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part communautaire) - campagne de commercialisation 2001. Subventions aux entreprises privées agricoles

paragraphe 15 : prime de base.

paragraphe 16 : subventions aux entreprises privées agricoles (prime de base aux éleveurs de troupeaux mixtes) ; cette imputation est utilisée pour le paiement du complément « veau labellisable »

paragraphe 17 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification - chargement inférieur à 1,6 UGB/ha de surface fourragère).

paragraphe 18 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification - chargement de 1,6 à 2 UGB/ha de surface fourragère).

paragraphe 19 : complément pour les zones défavorisées (Corse, Hainaut, DOM).

Le paragraphe 16 dans la nomenclature d'exécution des dépenses civiles du budget général et des comptes d'affectation spéciale est toujours libellé « subventions aux entreprises privées agricoles (prime de base aux éleveurs de troupeaux mixtes) ». La suppression de la distinction entre les éleveurs de troupeaux traditionnels et les éleveurs de troupeaux mixtes n'a pas été intégrée, pas plus que l'introduction du complément « veau labellisable ». *En dépit de son libellé, tous les compléments versés au titre du veau labellisable sont imputés sur ce paragraphe 16.*

Le libellé des paragraphes 17 et 18, supports du complément extensif, n'a pas intégré la modification des seuils introduite en 2000 (seuils laissées à 1 et 1,4 UGB/Ha de SF dans la nomenclature d'exécution des dépenses civiles du budget général et des comptes d'affectation spéciale).

Ce retard apporté à la mise à jour des libellés dans la nomenclature budgétaire ne doit pas empêcher les paiements sur les imputations budgétaires concernées.

- *article 39* : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part communautaire) - complément au titre de l'agri-monétaire.

paragraphe 35 : subventions aux entreprises privées agricoles (prime de base) - complément au titre de l'agri-monétaire – campagne de commercialisation 2001.

paragraphe 37 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification - chargement inférieur à 1,6 UGB/ha de surface fourragère) - complément au titre de l'agri-monétaire – campagne de commercialisation 2001.

paragraphe 38 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification - chargement de 1,6 à 2 UGB/ha de surface fourragère) - complément au titre de l'agri-monétaire – campagne de commercialisation 2001.

paragraphe 39 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément pour les zones défavorisées) - complément au titre de l'agri-monétaire – campagne de commercialisation 2001.

## 2.2. FORME DES ENGAGEMENTS ET NATURE DU CONTRÔLE

### 2.2.1. Contrôle financier déconcentré

Le principe de ce type de dépenses est un engagement spécifique soumis au visa individuel.



Toutefois, le montant de la PMTVA (part nationale) étant fixé par un arrêté contresigné par le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le contrôleur financier déconcentré peut autoriser un engagement global donnant lieu à examen global, comme le précise la lettre n° 1C.98.209 du 16 juillet 1998 fixant la liste des catégories d'intervention susceptibles de faire l'objet d'engagements globaux.

### 2.2.2. Justification des engagements

Compte tenu des conditions particulières de liquidation de cette dépense, il n'y a pas lieu de prévoir de justifications autres que celles qui sont établies pour le mandatement.

## 3. CONTRÔLE DU MANDATEMENT

Le mandatement de la campagne 2001 intervient sous forme de mandats pluri-créanciers à imputations multiples (articles d'exécution 33 - part nationale, 34 - part communautaire et 39 - part communautaire complément au titre de l'agrimonétaire du chapitre 44-55) établis au nom de divers créanciers. Vous veillerez tout particulièrement au respect de l'imputation budgétaire.

### 3.1. MODALITÉS DE CONTRÔLE

***Chaque agent doit disposer d'une liste des contrôles à effectuer sur les dossiers de PMTVA.***

#### 3.1.1. Composition du dossier

Les pièces justificatives qui doivent accompagner le mandat sont la demande de chaque bénéficiaire accompagnée du relevé d'identité bancaire correspondant et les listages informatiques édités par la DDAF. Ceux-ci sont au nombre de quatre :

- la liste des créanciers ;
- l'état des données de chargement, c'est-à-dire les éléments de référence concernant chaque exploitation, nécessaires pour établir le nombre d'animaux primés et le chargement de l'exploitation (annexe 2) ;
- le bordereau récapitulatif des paiements, détaillant par bénéficiaire le nombre de vaches et génisses primées au titre de la prime de base (part communautaire et part nationale) et du complément extensif, le cas échéant ainsi que le nombre de veaux primés au complément « veau labellisable » (annexe 3) ;
- l'état reprenant le total général du mandatement, revêtu de la signature du DDAF.

*Dans l'hypothèse où certains listages sont communs à plusieurs mandats, ils doivent être joints au premier mandat et la référence à ce classement doit être portée sur les autres mandats.*

Chaque mandat doit par ailleurs être appuyé d'un certificat de l'ordonnateur attestant que chacun des bénéficiaires en cause satisfait aux conditions posées par les textes relatifs à la prime versée et, notamment que la demande a été déposée dans les délais réglementaires.

Il est rappelé que toute altération sur les documents transmis par la DDAF (listage et demande d'aide) doit être certifiée par l'ordonnateur.

*Les trésoreries générales peuvent également être destinataires d'états de prévisa. Il est vivement recommandé de recourir à cette procédure permettant une meilleure communication avec les services ordonnateurs et donc une accélération du traitement des dossiers.*

Il est à noter que lors du prévisa du premier mandat de paiement, le montant indiqué représentera la totalité de l'aide, sans faire apparaître la modulation provisoire relative à la campagne 2001. La distinction « part modulée/ part revenant à l'exploitant » n'interviendra qu'au moment de l'émission du mandat définitif.

### 3.1.2. Contrôles avant mise en paiement

Ces contrôles s'inscrivent dans le cadre de dispositions des articles 12-B et 13 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique. En l'espèce, le contrôle de la validité de la créance porte sur les éléments suivants :

#### 3.1.2.1. Présence de la demande de prime par le bénéficiaire

La trésorerie générale doit être destinataire du volet n° 2.

L'imprimé doit être daté et signé par le demandeur. Dans le cas des GAEC et co-exploitants, l'imprimé doit être signé par chacun des membres ou associés et, pour les autres personnes morales, par le représentant légal (gérant ou président).

L'imprimé doit être revêtu du cachet de la DDAF et de la date de dépôt de la demande.

Tout retard constaté dans le dépôt d'une demande est sanctionné conformément aux modalités décrites au point 3.3 de la partie II (mode opératoire) de la circulaire du ministère de l'agriculture et de la pêche, jointe en annexe 1.

La liste des vaches déclarées peut être constituée par le listage pré imprimé par la DDAF, le cas échéant, modifié ou complété par l'éleveur, certifié et daté par celui-ci.

L'inscription des numéros d'identification des animaux est un élément à part entière de la demande de prime.

En outre, s'agissant des producteurs de veaux labellisés, *l'attestation établie par l'organisation de producteurs (OP) à laquelle ils adhèrent sera jointe à la demande de prime*. Cette attestation, certifiée par l'OP, doit comporter l'identification du producteur (nom, prénom, adresse complète), une liste de veaux labellisés qui mentionnera les numéros d'identification (IPG) et la date de vente pour la boucherie de chaque animal ainsi que la référence du label concerné.

#### 3.1.2.2. Rapprochement entre les dossiers de demande et les éléments figurant sur l'état des données de chargement édité par la DDAF

- Concordance des bénéficiaires entre les deux documents ;
- Concordance du nombre de vaches et génisses déclarées.

Un modèle d'état des données de chargement (état 1.55 édité par le logiciel PACAGE) est joint en annexe n° 2. Il est précisé que cet état permet d'établir d'une part, le nombre d'animaux primés, d'autre part, le facteur de densité de l'exploitation. Si celui-ci est strictement inférieur à 2 UGB/ha, le complément de prime aux élevages extensifs peut être versé.

Dans la mesure où le versement du complément extensification est dissocié de celui concernant la prime de base, le dossier doit être appuyé d'un certificat de l'ordonnateur attestant de l'existence d'une demande d'aide par les éleveurs et mentionnant les références du dossier à l'appui duquel elle a été produite.

#### 3.1.2.3. Contrôle de l'exactitude des éléments de liquidation

Il est effectué *par sondage*, par application des barèmes de la campagne au nombre de vaches et génisses à primer tel qu'il apparaît sur le bordereau de liquidation de l'aide.

Il porte sur les primes liquidées à taux plein et à taux réduit pour écart minime et/ou pour retard dans le dépôt de la demande de PMTVA et/ou de la déclaration "surfaces". Dans ces deux derniers cas, les pénalités sont décomptées conformément aux modalités décrites dans la circulaire du ministère de l'agriculture et de la pêche au point 3.3. de la seconde partie (mode opératoire), compte tenu du fait que la date limite de dépôt des déclarations de surface a été prorogée, à titre dérogatoire, au 15 mai 2001 (arrêté du 10 octobre 2001 – J.O.R.F. n° 239 du 14 octobre 2001, p. 16.173).

Vous vérifierez que le nombre de génisses n'est pas supérieur à 20% du total du troupeau primable et que le nombre de vaches et génisses sur le bordereau de liquidation n'est en aucun cas supérieur au nombre de « génisses et vaches déclarées » indiqué sur l'état des données de chargement, mais il peut être inférieur. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- le nombre de « droits PMTVA » est inférieur au nombre de « génisses et vaches déclarées » ; dans cette hypothèse, le nombre de « droits PMTVA » est retenu sur le bordereau de liquidation ;
- le nombre retenu sur le bordereau de liquidation est inférieur au nombre de « génisses et vaches déclarées » pour des raisons figurant aux lignes « absence circonstance naturelle », « écart non justifié », « présentes lors du CSP » (contrôles sur place).

Le nombre d'UGB PMTVA figurant sur l'état des données de chargement est un élément concourant à la détermination du facteur de densité. En aucun cas, il ne doit être comparé au nombre d'animaux primés figurant sur le bordereau de liquidation de l'aide.

Le nombre plafond de compléments « veau labellisable » pouvant être primé par producteur est déterminé par le biais d'une double comparaison :

- ☞ déterminer le *nombre de veaux proposé au complément* : entre le nombre de veaux déclarés par le producteur dans la demande PMTVA et le nombre de veaux figurant sur l'attestation de l'OP, on retient le plus petit nombre ;
- ☞ déterminer le *nombre de génisses et vaches primables* : entre le nombre de génisses et de vaches déclaré et le nombre de droits à prime attribués, on retient le plus petit nombre (Cf supra).

Le nombre maximal de veaux primés est *le plus petit nombre entre le nombre de veaux proposé au complément et le nombre de vaches et génisses primables*.

J'attire votre attention sur le fait que la liquidation de la prime est effectuée en euros par le logiciel PACAGE à compter du 16 octobre 2001. Ainsi *les états liquidatifs relatifs à la campagne 2001 sont présentés en euros*. Les mandats resteront libellés en francs jusqu'au 31 décembre 2001. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les mandats seront exprimés en euros. Vous vérifierez par sondage que la conversion en francs des montants exprimés en euros sur le bordereau de liquidation, par type d'aide et par exploitant, est correcte. La conversion s'effectuera, *pour chaque exploitant, au niveau de l'imputation budgétaire d'exécution*.

Les états liquidatifs relatifs aux campagnes antérieures restent libellés en francs jusqu'au 31 décembre 2001.

#### 3.1.2.4. Vérification de l'existence du relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) et contrôle de l'acquit libératoire

Il s'agit de vérifier la parfaite cohérence entre l'identification du demandeur et celle du titulaire du compte crédité. Elle suppose un rapprochement des nom, prénom et adresse, entre le RIB (ou RIP), la demande et les données saisies par la DDAF. Elle nécessite de disposer de RIB *complets*.

#### 3.1.2.5. Contrôle de concordance

Il est effectué entre le montant global du mandatement et celui figurant sur l'état édité et certifié par la DDAF, *compte tenu du fait que ce dernier est exprimé en euros pour les paiements relatifs à la campagne 2001*. Il convient de ne pas tenir compte des écarts de conversion éventuels.

### 3.2. LA MATÉRIALISATION DES CONTRÔLES

**Tous les contrôles effectués avant la mise en paiement par le comptable doivent être matérialisés par des signes apparents de pointage** (marquage au stylo d'une couleur particulière par exemple).

**L'identification de l'agent ayant procédé au contrôle (initiales de l'agent) et la date de vérification doivent être mentionnées.**

Les états de préliquidation transmis par l'ordonnateur au comptable, avant l'émission du mandatement collectif, devront être revêtus d'un cachet de la trésorerie générale, tel que « vu, bon à payer », ainsi que le bordereau récapitulatif des paiements.

**La liste des dossiers sélectionnés pour le contrôle de la liquidation devra être formalisée et insérée au dossier de paiement correspondant.**

## 4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 4.1. LE SUPPORT DE PAIEMENT

Le paiement de la part communautaire, après modulation éventuelle, et du complément national fait l'objet d'un seul versement représentant la totalité des sommes dues sans arrondi au franc supérieur ou inférieur.

La part modulée (modulation provisoire de la campagne 2001) est transférée à l'ACCT par l'intermédiaire du compte 391.01 « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor – Transferts de recettes », *spécification non comptable 9000, spécification comptable 0516 clé 09* intitulée « FEOGA-Garantie-modulation sur exercice 2002 ».

Les pièces justificatives du transfert de la part modulée (liste des exploitants modulés, bordereau récapitulatif des transferts...) sont à conserver en trésorerie générale pendant une durée minimale de cinq ans afin de satisfaire aux exigences communautaires.

**Le règlement, tant pour la part correspondant à la modulation que pour la part revenant à l'exploitant, s'exécute par virement, conformément au protocole NDL.**

### 4.2. RAPPEL DES RÈGLES DE LA COMPENSATION LÉGALE

#### 4.2.1. Rappel de la règle générale

En application des dispositions de l'article 1291 du Code Civil selon lesquelles "la compensation légale ne peut avoir lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme d'argent, qui sont également liquides et exigibles", la compensation légale peut intervenir au titre de la PMTVA.

Il convient que les services « dépense » et « recouvrement-produits divers » travaillent en étroite collaboration pour éviter qu'une prime ne soit versée à un bénéficiaire qui reste par ailleurs redevable d'un trop-perçu au titre de la PMTVA.

#### 4.2.2. Description des procédures compensatoires

Sur le mandat de paiement de la PMTVA, aide cofinancée par l'Etat membre et par la Communauté européenne, apparaissent la part nationale et la part communautaire dont les imputations portent sur des articles d'exécution distincts.

L'ordonnateur ne pourra pas effectuer de compensation avant le mandatement.

Les services de la DDAF adresseront au comptable un mandat de paiement pour la totalité de l'aide liquidée et émettront simultanément un titre de recette pour le montant de l'indu.

Dès réception du mandat de paiement et du titre de recette, le comptable pourra imputer le titre de recette sur le montant global du mandat à payer. Le bénéficiaire ne recevra ainsi que le montant net qui lui est dû.

*Il est entendu que cette procédure suppose un rapprochement préalable entre le service « dépense » et le service « recouvrement - produits divers » auquel cette instruction doit impérativement être communiquée.*

## 5. TRAITEMENT DES SOMMES INDÛMENT PERÇUES

### 5.1. CONSTATATION DE LA CRÉANCE

**Rappel important : les versements de PMTVA ne doivent jamais faire l'objet de rétablissement de crédit**

La constatation de la créance donne lieu à émission par l'ordonnateur de titre de perception exécutoire émis à l'encontre de chaque débiteur concerné. Si l'indu concerne la part nationale et la part communautaire, la DDAF émettra deux titres de recette sur des spécifications distinctes.

Ces titres font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « recettes diverses », ligne 805 « recettes accidentelles à différents titres », *spécification 811-91 pour la part nationale*, principal, intérêts et pénalités s'y attachant, et *spécification 805-11 pour la part communautaire*, principal, intérêts et pénalités s'y attachant.

Pour satisfaire aux exigences communautaires en matière de restitutions d'information, chaque titre doit comporter les renseignements suivants :

- campagne de référence de l'aide indûment versée ;
- le nom du débiteur et son numéro d'identifiant (n° PACAGE) ;
- montant de l'aide indûment perçue (principal) ;
- montant des intérêts ;
- montant des pénalités ;
- nombre de droits à prime correspondant au versement demandé ;
- mesure concernée : prime de base, complément extensification, zones défavorisées ;
- origine du versement demandé : trop-perçu, fraude ou irrégularité.

### 5.2. COMPTABILISATION DES REMBOURSEMENTS DE PRIMES INDÛMENT PERÇUES

Les versements de trop-perçus font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « recettes diverses », ligne 805 « recettes accidentelles à différents titres », *spécification 811-91 pour la part nationale* (principal, intérêts, pénalités), et *spécification 805-11 pour la part communautaire* (principal, intérêts, pénalités).

Il est précisé qu'en cas de paiement fractionné, les versements doivent être imputés prioritairement sur la part communautaire.

Par ailleurs, en l'absence d'émission de titre de perception concernant des versements de PMTVA au cours d'une année, les comptables devront, en l'espèce, s'assurer auprès des DDAF du caractère normal de cette situation.

## 6. RÉGULARISATIONS DE LA MODULATION PRÉLEVÉE AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2000

La modulation prélevée au titre de la campagne 2000 de la PMTVA par application d'un taux provisoire est régularisée par application du taux définitif de modulation de la campagne 2000 qui sert également de taux provisoire pour la campagne 2001.

La gestion de ces régularisations de modulation nécessite la mise en place de procédures particulières :

☞ L'exploitant n'a pas été assez modulé lors du paiement de la campagne 2000 :

Il s'agit de l'hypothèse où le taux de modulation définitif de la campagne 2000 est supérieur au taux de modulation provisoire.

La DDAF émettra un ordre de reversement spécifique sur le compte 444.14212 « FEOGA – Garantie – modulation sur exercice financier 2002 », spécification comptable 0516 clé 09.

Chaque titre devra comporter les informations suivantes :

- campagne de référence au titre de laquelle la régularisation de modulation est effectuée ;
- nom du débiteur et son numéro d'identifiant (n° PACAGE) ;
- montant du reversement ;
- détail du type d'aide au titre duquel le reversement de modulation est effectué (régularisation de la modulation sur prime de base, sur complément extensif, sur complément agrimonétaire, sur complément zones défavorisées).

Les ordres de reversement seront saisis dans l'application REP à l'aide de la transaction de prise en charge dans les mêmes conditions que les autres titres de recettes.

Néanmoins, certaines spécificités sont à prendre en compte. Les trésoreries générales ne devront pas passer d'écritures de prise en charge dans la comptabilité générale de l'Etat. Seule une opération fictive de prise en charge sera générée par l'application REP avec les comptes suivants :

Débit	4190	(compte « fictif » de prise en charge) avec la spécification non comptable 9000, spécification comptable 0516 clé 09 intitulée « FEOGA – Garantie : modulation sur exercice 2002 » ;	
	Crédit	391.01	crédit « transferts pour le compte des correspondants du Trésor – transferts de recettes ».

Si des recouvrements sont constatés, ils seront imputés au crédit du compte 391.01 spécification non comptable 9000, spécification comptable « 0516 clé 09 ». Contrairement à la prise en charge, les opérations de recouvrement sont constatées en comptabilité générale de l'Etat.

A chaque fois que la compensation légale peut intervenir entre les sommes restant dues par l'exploitant au titre de la modulation et les sommes dues à l'exploitant au titre d'un paiement de PMTVA, elle sera appliquée.

*Un état détaillant, pour chaque exploitant, les prélèvements complémentaires à effectuer, issu du module externe de PACAGE gérant la modulation, vous sera transmis par les DDAF dès le stade du prévisa. Ainsi, vous pourrez identifier les exploitants pour lesquels une compensation va devoir être effectuée et vous signalerez aux DDAF tous les dossiers pour lesquels l'ordre de reversement tarde à être émis, aux fins d'optimiser le recouvrement des sommes dues au titre de la modulation.*

*Cet état, qui sera conservé avec les ordres de reversement, devra détailler les types d'aide au titre desquels la régularisation de modulation est opérée (régularisation de la modulation sur prime de base, sur complément extensif, sur complément agrimonétaire, sur complément zones défavorisées).*

*Au stade du paiement, la compensation ne peut en aucun cas être effectuée au vu de l'état précité. Un ordre de reversement est indispensable.*

De même, il est impératif que les sommes recouvrées au titre des régularisations de modulation soient transférées à l'ACCT par le biais du compte 391.01 en utilisant les spécifications adéquates (spécification non comptable 9000, spécification comptable 0516 clé 09). En aucun cas de tels reversements ne seront imputés au crédit du compte 901.59, avec les spécifications 805.11 ou 811.91 normalement utilisées pour les trop-perçus en matière de PMTVA.

☞ L'exploitant a été trop modulé au cours de la campagne 2000

Il s'agit de l'hypothèse où le taux de modulation définitif de la campagne 2000 est inférieur au taux de modulation provisoire.

Il doit être procédé à une mise à jour de la nomenclature budgétaire d'exécution par le ministère de l'agriculture et de la pêche afin de pouvoir reverser aux exploitants concernés les sommes en question, qui feront l'objet de mandats de paiement ultérieurs.

Une information complémentaire sur le sujet vous sera communiquée dans les meilleurs délais, aux fins de paiement.

## 7. DISPOSITIONS COMPTABLES

### 7.1. CENTRALISATION DES INFORMATIONS

#### 7.1.1. Opérations de dépense

Les restitutions d'informations fixées par la réglementation communautaire sont désormais disponibles dans le fichier des données individuelles de paiement et permettent ainsi à l'ACCT de transmettre à la Commission le "tableau 104", déclaration mensuelle des dépenses.

En conséquence, la transmission à l'agence comptable centrale du Trésor (ACCT) d'un fax mensuel a été supprimée depuis la campagne 1999.

#### 7.1.2. Opérations de recette

Les comptables doivent notifier par télécopie à l'agence comptable centrale du Trésor ***au plus tard le 3ème jour ouvrable de chaque mois*** les informations concernant les reversements de PMTVA au moyen de l'état joint en annexe n° 4.

Il doit en particulier, faire apparaître la campagne de référence, le montant de la part communautaire en distinguant :

- le principal ;
- les intérêts ;
- les pénalités ;
- le nombre de droits à prime correspondant au reversement demandé ;
- la mesure concernée : prime de base, complément extensification ou zones défavorisées ;
- l'origine du reversement demandé : trop-perçu, fraude ou irrégularité.

*Ces situations doivent être impérativement adressées à l'ACCT par Magellan (andre.quercy@cp.finances.gouv.fr) ou par télécopie.*

Le même dispositif est mis en place pour informer l'ACCT des reversements opérés au titre des régularisations de modulation. Ainsi, il sera *impérativement* notifié par télécopie à l'ACCT (modèle joint en annexe 5), selon la même périodicité, les informations suivantes :

- montant des ordres de reversement pris en charge au titre des reversements de modulation, en distinguant les sommes dues au titre des régularisations de modulation de la prime de base, du complément extensif, du complément agrimonétaire ou du complément « zones défavorisées » et du complément « veau labellisable » ;
- montant des sommes recouvrées, en distinguant les sommes perçues au titre des régularisations de modulation de la prime de base, du complément extensif, du complément agrimonétaire ou du complément « zones défavorisées ».

### 7.2. ACCORD MENSUEL AVEC L'ORDONNATEUR

#### 7.2.1. En dépense

L'état de rapprochement mensuel issu de l'application NDL est transmis à la DDAF pour accord.

### **7.2.2. En recette**

Une copie des situations prévues au point 7.1.2. sera adressée chaque mois pour information à la DDAF.

## **8. LES PAIEMENTS HORS CAMPAGNE (PROCÉDURE DÉROGATOIRE)**

La Commission européenne accepte au titre des dépenses remboursées par le FEOGA-Garantie celles payées en dépassement de délai, dans la limite d'un pourcentage de la dépense totale à payer au titre de chaque mesure. Sont en l'espèce concernées les mesures suivantes :

- PMTVA, prime de base ;
- PMTVA, complément extensification ;
- PMTVA, complément agrimonétaire ;
- PMTVA, complément au veau labellisable
- PMTVA, zones défavorisées (Corse, HAINAUT, DOM).

En conséquence, les trésoriers-payeurs généraux sont autorisés à payer au-delà du 30 juin 2002 les dossiers de PMTVA déposés en 2001 qui n'ont pu être mis en paiement avant cette date, pour cas exceptionnels dûment motivés, et dans la limite de 3 % de la dépense payée au titre de chaque mesure de cette prime, dans le département pour la campagne 2001.

Au-delà de ce seuil, les dossiers doivent être transmis, pour avis préalable, par les DDAF au ministère de l'agriculture et de la pêche. Celui-ci transmettra la demande au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction générale de la comptabilité publique, bureau 5C), seul compétent pour accorder le paiement à titre dérogatoire.

## **9. AUDIT INTERNE**

Les dispositions communautaires relatives à la réforme de l'apurement des comptes du FEOGA-Garantie prévoient la mise en place d'une fonction d'audit interne.

Pour l'organisme payeur du FEOGA-Garantie « Service Déconcentrés de l'Etat », cette fonction est assurée par le Comité permanent de coordination des inspections (COPERCI) du ministère de l'agriculture et de la pêche et par la Mission d'Audit, d'Evaluation et de Contrôle (MAEC). Ils interviennent conjointement pour procéder à l'audit de l'ensemble de la chaîne de traitement des opérations financées par le FEOGA-Garantie.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être portée à la connaissance de la Direction Générale sous le timbre du bureau 5C.

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE


Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique  
L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5ÈME SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE



ANNEXE N° 1 : Circulaire DPEI/SPM/C2000 n° 4027 du 26 avril 2001 du ministère de l'agriculture et de la pêche



 <b>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</b>	<b>CIRCULAIRE</b>  <b>DPEI/SPM/C2001 – N° 4027</b>  <b>Date : 26 avril 2001</b>  <b>Classement :</b>
---	--

<b>Direction des Politiques Economique et Internationale Service de la Production et des Marchés 3, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS</b>	
<b>Sous-direction de l'élevage et des produits animaux</b> Bureau des bovins et ovins <b>Tél. : 01.49.55.46.13 Fax :01.49.55.80.26</b>	<b>Mission de Gestion des Aides</b>  Bureau de gestion des aides animales <b>Tél. : 01.49.55.80.77 Fax :01.49.55.80.36 01.49.55.80.91</b>

**Date de mise en application :** 1<sup>er</sup> janvier 2001  
**Annule et remplace :** la circulaire DPEI/SPM/C2000 - 4021  
**Nombre d'annexes :** 3

---

**OBJET : PRIME AU MAINTIEN  
DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES - CAMPAGNE 2001  
DATE DE MISE EN APPLICATION : 1<sup>er</sup> janvier 2001**

---

**Résumé :** Cette circulaire expose les nouvelles conditions d'octroi de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes pour la campagne 2001, ainsi que les exigences d'instruction, de contrôle administratif et de mise en paiement des demandes déposées à ce titre. Les dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer sont intégrées dans cette circulaire.

Elle est complétée par une circulaire traitant, pour l'ensemble des primes bovines, des suites à donner aux contrôles administratifs et sur place des demandes déposées.

**LES ÉVOLUTIONS INTRODUITES EN 2001 APPARAISSENT SUR FOND GRISÉ**

Références :

Règlement (CE) n°1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine

Règlement (CE) n°2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n°1254/1999 du Conseil

## ANNEXE N° 1 (suite)

Règlement (CEE) n°3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires

Règlement (CEE) n°3887/92 de la Commission du 23 décembre 1992 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle.

Règlement (CEE) n°3763/91 du Conseil du 16 décembre 1991 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer.

Règlement CE n°2912/95 de la Commission, portant modalités d'application relatives aux régimes de prime prévues par le règlement CEE n°805/68 du Conseil en ce qui concerne les mesures spécifiques applicables dans les DOM.

Plan de Diffusion	
Pour exécution :	Pour information :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesdames et Messieurs les Préfets</li> <li>- Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt</li> <li>- Messieurs les Directeurs de l'Agriculture et de la Forêt</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Administration Centrale</li> <li>- IGA – MISECAC (25ex)</li> <li>- DGCP / ACCT</li> <li>- IGIR</li> <li>- CGIR</li> <li>- Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la forêt</li> <li>- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL</li> <li>- ACOFA</li> <li>- CERIT (Toulouse)</li> <li>- Secrétariat d'État à l'Outre-Mer (D.A.E.S.C.)</li> <li>- INFOMA</li> <li>- Réserve : 50 ex</li> </ul>

## ANNEXE N° 1 (suite)

<b>PRINCIPAUX NOUVEAUX ÉLÉMENTS .....</b>	<b>22</b>
<b>PARTIE 1 : CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME.....</b>	<b>23</b>
1. MONTANT DE LA PRIME.....	23
2. TEXTES RÉGLEMENTAIRES .....	23
3. ELIGIBILITÉ DES DEMANDEURS .....	24
3.1. Eligibilité à la PMTVA.....	24
3.2. Eligibilité au complément veau labellisable .....	24
4. ELIGIBILITE DES ANIMAUX A LA PMTVA .....	24
4.1. Animaux déclarés .....	24
4.2. Races.....	25
4.3. Remplacement des animaux déclarés pendant la période de détention.....	25
4.4. Caractère allaitant du troupeau.....	27
4.5. Cas particuliers : prise en compte des femelles en tant que « vaches ».....	27
4.6. Critère de détention .....	28
5. ELIGIBILITÉ DES ANIMAUX AU COMPLEMENT VEAU LABELLISABLE.....	28
6. ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE.....	28
7. PLAFONNEMENT DE LA PRIME .....	29
7.1. Plafond individuel par producteur (France métropolitaine seulement).....	29
7.2. Plafond régional dans les DOM .....	29
7.3. Facteur de densité (France métropolitaine seulement).....	29
7.3.1. Surface prise en compte pour la détermination du facteur de densité.....	29
7.3.2. UGB prises en compte pour la détermination du facteur de densité.....	30
7.3.3. Mode de calcul du plafond d'UGB bovines primables.....	31
7.3.4. Notification du plafond d'UGB bovines primables.....	31
8. COMPLÉMENT DE PRIME SPÉCIFIQUE AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER .....	31
9. COMPLÉMENT EXTENSIF .....	31
<b>PARTIE 2 : MODE OPERATOIRE .....</b>	<b>33</b>
1. INFORMATION PRÉALABLE DES BÉNÉFICIAIRES.....	33
2. LOCALISATION DES ANIMAUX .....	34
3. DEPOT DE LA DEMANDE .....	35
3.1. Constitution du dossier de demande de prime .....	35

## ANNEXE N° 1 (suite)

3.1.1. Formulaire imprimé .....	35
3.1.2. Pré-impression des informations relatives aux vaches déclarées.....	35
3.1.3. Déclaration des veaux labellisables .....	35
3.2. Périodes de dépôt .....	36
3.3. Dépassement de la date limite.....	36
3.3.1. France métropolitaine, sauf Corse .....	37
3.3.2. Corse et DOM .....	37
4. MODIFICATION DES DEMANDES .....	37
4.1. Modification liée à un cas de circonstance naturelle.....	38
4.2. Modification liée à un cas de force majeure .....	38
4.3. Conséquences du non maintien d'une vache ou génisse déclarée : .....	39
4.4. Modification liée à une erreur spontanément déclarée par le demandeur .....	40
5. CONTROLE ADMINISTRATIF.....	40
5.1. Contrôle de la recevabilité de la demande .....	41
5.2. Contrôle du nombre d'animaux déclarés .....	41
5.3. Contrôle de la livraison de lait .....	42
5.4. Contrôle du nombre de vaches laitières des producteurs de lait .....	42
5.5. Contrôle de l'éligibilité des animaux à partir des extraits du fichier IPG transmis par l'EDE .....	43
5.6. Contrôle de la règle des « 80% de vaches ».....	44
5.7. Contrôle du plafond de densité.....	45
5.8. Contrôle du plafond individuel.....	45
5.9. Procédure contradictoire dans le cadre du contrôle administratif .....	45
6. MISE EN ŒUVRE DU COMPLÉMENT EXTENSIF .....	46
7. CONTRÔLE SUR PLACE ET SUITES À DONNER AUX CONTRÔLES ADMINISTRATIF ET SUR PLACE.....	46
8. MISE EN PAIEMENT – DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES .....	46
8.1. Calcul du montant à verser.....	46
8.1.1. Cas général sans réduction de prime .....	47
8.1.1. Cas où la prime est réduite .....	48
8.2. Mise à disposition des crédits et paiement de la prime.....	48
8.2.1. Périodes de paiement des demandes déposées en 2001 .....	48
8.2.2. Mise à disposition des crédits.....	48

## ANNEXE N° 1 (suite)

8.2.3. Modalités d'engagement au regard du contrôle financier déconcentré.....	49
8.2.4. Imputation de la dépense.....	49
8.2.5. Modalités de règlement.....	49
8.2.6. Justification de la dépense : composition du dossier .....	50
8.2.7. Certification de l'ordonnateur .....	50
8.3. Régularisation des paiements indus.....	50
8.3.1. Généralités.....	50
8.3.2. Liquidation de la créance - émission des titres de perception .....	51
8.3.3. Dispositions d'ordre général.....	51
8.4. Accord mensuel des comptes .....	52
8.4.1. Etats mensuels établis contradictoirement avec le comptable assignataire .....	52
8.4.2. Traitement des discordances entre ordonnateur et comptable .....	52
9. TABLEAU DE BORD ET STATISTIQUES DE CONTROLE.....	53

<b><u>Contacts à la D.P.E.I. :</u></b>	
<b>Bureau des Bovins et des Ovins :</b>  <b>Téléphone : 01.49.55.50.13</b>  <b>Télécopie : 01.49.55.80.26</b>	<b>Mission de Gestion des Aides :</b>  <b>Téléphone : 01.49.55.80.91 et 80.77</b>  <b>Télécopie : 01.49.55.80.36</b>
<b><u>Assistance aux utilisateurs PACAGE :</u></b>  <b>Téléphone : 08.03.05.00.91</b>  <b>Télécopie : 01.70.42.17.88</b>	

**N.B. LES ÉVOLUTIONS INTRODUITES EN 2001 APPARAISSENT SUR FOND GRISE**

## ANNEXE N° 1 (suite)

**PRINCIPAUX NOUVEAUX ÉLÉMENTS**

En 2001, les seuls changements importants concernent l'augmentation du montant de la part nationale de la prime et la création d'une aide complémentaire destinée aux producteurs de veaux labellisables.

- ◆ Le montant du complément national de la prime de base a été porté dès cette année au niveau prévu initialement pour la campagne 2002, dans le cadre des mesures de soutien exceptionnel aux éleveurs de viande bovine décidées le 28 février 2001. Il s'élèvera à 50 euros, soit 327,98 francs, au lieu de 43 euros comme il avait été prévu initialement.
- ◆ A compter de la campagne 2001 un complément à la prime de base PMTVA, d'un montant de 121,96 euros, soit 800 francs, instauré dans le cadre de l'enveloppe de flexibilité communautaire issue de la réforme de l'OCM bovine de 1999, sera attribué aux producteurs de veaux élevés sous la mère selon les clauses d'un cahier des charges Label Rouge. Ce complément sera proportionnel au nombre de veaux, labellisables ou labellisés, commercialisés en 2000 par le demandeur de PMTVA, dans la limite du nombre de vaches allaitantes et génisses à primer.

Pour cette campagne encore, les paiements seront effectués par les Trésoreries Générales des départements.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**PARTIE 1 : CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME****1. MONTANT DE LA PRIME**

Pour 2001, les montants des différentes composantes de la PMTVA seront les suivants :

	<b>Métropole</b> hors Corse et Hainaut		<b>Corse et Hainaut</b>		<b>DOM</b>	
<b>PMTVA</b>	<b>euros</b>	francs	<b>euros</b>	francs	<b>euros</b>	francs
Part communautaire	<b>182</b>	1193,84	<b>206,15</b>	1352,26	<b>254,45</b>	1669,08
Part nationale - 40 premières vaches	<b>50</b>	327,98	<b>27,55</b>	180,72	<b>25,85</b>	169,56
<i>Total 40 premières vaches</i>	<b>232</b>	<i>1521,82</i>	<b>233,7</b>	<i>1532,98</i>	<b>280,30</b>	<i>1838,64</i>
Part nationale vaches suivantes	<b>25,85</b>	169,56	<b>0</b>	0	<b>0</b>	0
<i>Total au-delà des 40 premières vaches</i>	<b>207,85</b>	<i>1363,40</i>	<b>206,15</b>	<i>1352,26</i>	<b>254,45</b>	<i>1669,08</i>
<b>Complément veau labellisable ou labellisé</b>	<b>121,96</b>	<i>800,01</i>				

En 2001 la prime sera liquidée en euros.

Par ailleurs, un complément agri-monnaire sera octroyé pour la dernière année.

**2. TEXTES RÉGLEMENTAIRES**

Les conditions d'octroi et de contrôle de la prime sont définies dans les règlements suivants :

- Règlement (CE) n°1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ;
- Règlement (CE) n°2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n°1254/1999 du Conseil ;
- Règlement (CEE) n°3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil du 21 avril 1997 ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

- Règlement (CEE) n°3887/92 de la Commission du 23 décembre 1992 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n°2801/1999 de la Commission du 21 décembre 1999 ;
- Règlement (CEE) n°3763/91 du Conseil du 16 décembre 1991 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer, modifié par le règlement n°2598/95 du Conseil du 30 octobre 1995 ;
- Règlement (CE) n° 2912/95 de la Commission, portant modalités d'application relatives aux régimes de primes prévues par le règlement CEE n°805/68 du Conseil en ce qui concerne les mesures spécifiques applicables dans les DOM.

### 3. ELIGIBILITÉ DES DEMANDEURS

#### 3.1. ELIGIBILITÉ À LA PMTVA

Ce chapitre est traité dans la circulaire de gestion et de contrôle des producteurs : DPEI/SPM/C2000-4045 – DEPSE/SDEA/C2000-7050 du 3 novembre 2000.

#### 3.2. ELIGIBILITÉ AU COMPLÉMENT VEAU LABELLISABLE

Tout producteur éligible à la PMTVA, détenteur de droits à prime, définitifs ou temporaires peut bénéficier de ce complément s'il remplit les conditions suivantes:

- 1) être adhérent d'une organisation de producteurs (OP), au sens de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999,
- 2) élever des veaux nourris sous la mère ou au biberon, selon les prescriptions du cahier des charges d'un des cinq Label Rouge suivant :
  - Le veau sous la mère
  - Le veau fermier du Limousin Blason Prestige
  - Le veau del País
  - Le veau d'Aveyron et du Ségala
  - Le veau des Monts du Velay-Forez

### 4. ELIGIBILITE DES ANIMAUX A LA PMTVA

#### 4.1. ANIMAUX DÉCLARÉS

Au sens de la présente instruction :

- on entend par **vache**, un animal femelle de l'espèce bovine ayant déjà vêlé (et d'au moins huit mois ; voir également cas particuliers au § 4.5) ;
- on entend par **génisse**, un animal femelle de l'espèce bovine d'au moins huit mois n'ayant jamais vêlé.



## ANNEXE N° 1 (suite)

**Les génisses peuvent être déclarées à la PMTVA dans la limite maximale de 20% de l'effectif total déclaré dans la demande de prime (vaches et génisses confondues).**

*Exemple : La prime est demandée pour 100 animaux. Sur ces 100 animaux doivent se trouver au minimum 80 vaches (et donc au maximum 20 génisses).*

**Les vaches et génisses déclarées doivent être présentes dans l'exploitation le jour du dépôt de la demande.**

**Seul le détenteur des bovins, c'est-à-dire celui qui maintient les animaux inscrits sur son registre d'étable sur son exploitation, peut demander la prime.**

#### 4.2. RACES

Seules pourront donner lieu à l'attribution de la prime, les vaches et génisses appartenant à une race à orientation viande ou issues d'un croisement avec l'une de ces races et uniquement celles-ci. C'est la race de la vache (ou génisse) figurant sur son passeport et dans le fichier de l'identification bovine qui est prise en compte.

Ne sont pas éligibles à la PMTVA, les vaches et génisses de race pure appartenant aux races bovines indiquées à l'annexe II du règlement (CE) n°3886/92 de la Commission ou issues d'un croisement entre ces mêmes races. Ces races sont les suivantes:

- FRANCAISE FRISONNE PIE NOIRE
- BRETONNE PIE NOIRE
- HOLSTEIN
- JERSIAISE
- ARMORICAINE

A titre de rappel, la prime ne peut pas être octroyée pour des vaches ou génisses appartenant aux races mentionnées ci-dessus ou issues d'un croisement entre ces races, même lorsqu'elles ont été saillies ou inséminées par un taureau de race à orientation viande et qu'elles font partie d'un troupeau destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande.

#### 4.3. REMPLACEMENT DES ANIMAUX DÉCLARÉS PENDANT LA PÉRIODE DE DÉTENTION

Depuis la campagne 2000, l'éleveur a la possibilité de déclarer des génisses dans sa demande et, également, de **remplacer une vache ou une génisse déclarée par une autre vache ou génisse, même non pleine** (en particulier, une génisse peut venir remplacer une vache déclarée et vice versa).

**Cependant, ce remplacement doit se faire dans le respect de la condition de pourcentage minimal de vaches à maintenir par rapport à l'effectif total initialement déclaré, plafonné par le nombre de droits attribués (définitifs + temporaires).**

Ainsi, si les vaches déclarées sont remplacées par des génisses (l'inverse ne posant jamais de problème au regard de cette règle), l'éleveur devra s'assurer qu'à aucun moment de la période de détention jusqu'à notification des droits temporaires (**c'est à dire jour par jour et compte tenu du délai de 20 jours pour remplacement d'une vache ou génisse sortie**) il ne se situe en deçà du minimum de 80% de vaches détenues par rapport à l'effectif total déclaré.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Par la suite, lorsque l'éleveur recevra son nombre de droits temporaires pour la campagne, son engagement ne portera plus sur le nombre d'animaux déclaré, mais sur le nombre de droits dont il bénéficie pour la campagne, si celui-ci est inférieur. En conséquence, il pourra dès lors, le cas échéant, recalculer son nombre minimal de vaches à maintenir sur son exploitation sur la base du nombre de droits qu'il aura obtenus pour la campagne.

**Exemple :**

*L'éleveur a déclaré 100 animaux, dont 18 génisses.*

*La règle des 80% de vaches lui permet, éventuellement, de remplacer encore 2 vaches par des génisses en cours de période de détention.*

*On lui notifie, trois mois après sa déclaration, que son nombre de droits pour la campagne (temporaires et définitifs) est de 85. Son engagement porte donc, à partir de cette notification, sur 85 droits.*

*La règle des 80% de vaches conduit à un nombre minimum de vaches pouvant être prises en compte, pour le respect de l'engagement de l'éleveur, de 68 vaches et non plus 80.*

*L'éleveur devra donc avoir présentes sur son exploitation au minimum 68 vaches éligibles, le reste de l'effectif (17 animaux) pouvant être constitué de génisses et /ou de vaches.*

*En conséquence, si l'éleveur décide de vendre des animaux initialement déclarés, il doit veiller, ce faisant, à toujours respecter la règle du pourcentage vache/génisse en maintenant un nombre suffisant de vaches sur son exploitation.*

*Ainsi, s'il a maintenu ses 18 génisses de départ mais seulement 67 vaches, il sera en écart minime d'un animal, le nombre minimum de vaches n'ayant pas été respecté (manque une vache) et ce même si l'effectif vaches+génisses totalise bien 85 droits.*

Par ailleurs, si 80% de l'effectif de base conduit à un nombre non entier, **on arrondira toujours le nombre minimum de vaches à l'entier supérieur.**

**Exemple :**

*9,2 droits **P** nombre minimum de vaches à maintenir sur l'exploitation: 7,36 arrondi à 8 ; l'éleveur peut, pour bénéficier de ses 1,2 droits résiduels, maintenir sur son exploitation indifféremment 2 génisses, 2 vaches ou une vache et une génisse (ce qui vaudra dans tous les cas demande de droits temporaires pour 0,8 droits).*

**Tout remplacement doit avoir lieu dans les 20 jours suivant la sortie de l'animal de l'exploitation et doit être indiqué dans le registre des bovins de l'exploitant au plus tard trois jours après le remplacement. L'exploitant doit en informer la DDAF dans les dix jours ouvrables suivant le remplacement en renvoyant un exemplaire des notifications de remplacement jointes au formulaire de demande de prime ou sur papier libre.**

**Lorsqu'un animal sort du cheptel moins de 20 jours avant la date de fin de détention, il devra, en tout état de cause être remplacé pendant le délai qui reste à courir avant cette date.**

## ANNEXE N° 1 (suite)

**Cependant, l'obligation de notification des remplacements ne s'applique pas dans les départements où des transmissions régulières de fichiers IPG à la DDAF sont effectuées (c'est-à-dire au moins tous les trois mois).**

## 4.4. CARACTÈRE ALLAITANT DU TROUPEAU

Un troupeau peut être caractérisé comme allaitant quand il est **destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande**.

L'esprit du règlement conduit à considérer comme inéligibles les demandes de primes des éleveurs n'ayant pas respecté un mode de conduite de troupeau conforme aux pratiques les plus courantes des élevages allaitants régionaux. Ce mode de conduite peut être jugé globalement en fonction de trois critères principaux :

- le taux d'actualisation (égal au rapport entre le nombre de vaches déclarées pour la première fois dans cette exploitation et le nombre total de vaches déclarées l'année n), ou encore le taux de renouvellement (observable à partir des notifications de remplacement), l'un ou l'autre ne devant pas dépasser le taux moyen de renouvellement observé sur le département pour la période considérée ;
- la présence des veaux en nombre satisfaisant sur l'exploitation, étant entendu que toutes les vaches déclarées devraient, en principe, être accompagnées de leur veau. En conséquence, un éleveur qui se bornerait à engraisser des vaches de réforme ne peut pas bénéficier de la prime ;
- le devenir des veaux, qui doivent être maintenus sur l'exploitation pendant la durée habituellement observée dans le département pour ce type d'élevage. Si vente précoce il y a, vous vous enquerrez des raisons de cette vente et pourrez, si nécessaire, soumettre le cas pour avis à la MGA au Bureau des Aides animales (DPEI).

**Cela implique :**

- **d'orienter en contrôle sur place les demandes repérées, lors de la saisie, sur le premier critère ci-dessus énoncé ;**
- de vérifier attentivement les 2 autres critères mentionnés, à l'occasion des contrôles sur place.

## 4.5. CAS PARTICULIERS : PRISE EN COMPTE DES FEMELLES EN TANT QUE « VACHES »

Une femelle ayant eu, lors de sa première mise bas, un veau mort-né peut être considérée comme vache et peut donc être déclarée comme telle. Peuvent être aussi admises comme éligibles les femelles ayant eu une première mise bas prématurée ou un avortement tardif ayant conduit à un début de lactation. Cependant, dans tous ces cas, **une attestation vétérinaire d'avortement ou de vêlage est nécessaire à l'appui de la demande pour ces animaux**.

La seule production d'un embryon, destiné à être porté par une autre vache, ne rend pas éligible l'animal donneur. Dans ce cas, seule la vache receveuse, porteuse de l'embryon et mettant bas, est éligible si elle remplit également les autres conditions d'éligibilité.

Si une génisse vêle en cours de période de détention, elle sera comptée comme vache à partir du jour du vêlage, pourvu que la notification de naissance du veau ait bien été transmise à l'EDE.

## ANNEXE N° 1 (suite)

## 4.6. CRITÈRE DE DÉTENTION

La **détention sur l'exploitation** est l'une des conditions de l'éligibilité des animaux à la PMTVA : c'est donc la **notion de détention** qui est retenue pour paiement de la prime et **non celle de propriété** des animaux.

## 5. ELIGIBILITÉ DES ANIMAUX AU COMPLÉMENT VEAU LABELLISABLE

Par **veau labellisable**, on entend un veau, mâle ou femelle, **né sur l'exploitation**, produit conformément **aux clauses d'un cahier des charges Label Rouge**, et en particulier, respect des conditions d'âge, de poids, de conformation, de couleur de viande notamment. Les labels pouvant être retenus sont les suivants :

- veau sous la mère
- veau fermier du Limousin Blason Prestige
- veau del País
- veau de l'Aveyron et du Ségala
- veau des Monts du Velay-Forez

Cet animal doit avoir été **vendu pour la boucherie pendant l'année 2000**. Il n'est pas obligatoire que l'animal ait été labellisé in fine, c'est à dire commercialisé dans un circuit Label Rouge.

## 6. ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Pour bénéficier de la prime, le demandeur s'engage lors du dépôt de sa demande à :

- **respecter la législation** communautaire et nationale **en matière d'identification de tous les bovins** présents sur son exploitation, y compris ceux ne faisant pas l'objet d'une demande de prime ;
- **maintenir sur son exploitation pendant une durée minimum de six mois** l'effectif de bovins femelles (plafonné par le nombre de droits) pour lequel il demande l'attribution de la prime et maintenir au moins 80% de vaches dans cet effectif. La date de début de la période de détention est fixée au jour suivant celui de la réception de la demande à la DDAF ;
- être en mesure d'apporter la preuve aux agents de l'administration chargée des contrôles, de **l'exactitude de sa déclaration** et du **respect des engagements souscrits**.

A cet égard, il doit produire toutes pièces, documents et justificatifs demandés par les services compétents. **Il doit également autoriser l'accès à son exploitation pendant les horaires de travail aux agents chargés du contrôle, et apporter le concours nécessaire à la réalisation des contrôles sur place.**

**Les pièces justificatives doivent être conservées par l'éleveur pendant un délai de 4 ans suivant la date du dépôt de la demande.**

L'ensemble de ces engagements figure sur l'imprimé de demande de prime signé par le déclarant.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**7. PLAFONNEMENT DE LA PRIME****7.1. PLAFOND INDIVIDUEL PAR PRODUCTEUR (FRANCE MÉTROPOLITAINE SEULEMENT)**

Le nombre de primes par producteur est limité à la référence individuelle de droits à primes qui lui est notifiée par la DDAF pour la campagne en cours.

Le nombre plafond de compléments « veau labellisable » par producteur sera égal au minimum entre le nombre de veaux proposé ( minimum entre le nombre de veaux déclarés et le nombre de veaux figurant sur l'attestation) et le nombre de génisses et de vaches déclaré retenu ( minimum entre le nombre de génisses et de vaches déclaré et le nombre de droits à prime attribués).

**7.2. PLAFOND RÉGIONAL DANS LES DOM**

Les dispositions relatives au plafonnement individuel de la prime de base par les droits à primes ne sont pas applicables dans les DOM. Les primes vaches allaitantes sont octroyées chaque année dans la limite d'un plafond régional fixé à **35 000 vaches allaitantes (ou génisses) pour l'ensemble des DOM**.

Comme pour la PSBM, en cas de dépassement de ce plafond, le nombre d'animaux primés par producteur sera réduit proportionnellement. Pour cela, je vous demande d'informer, au plus tard le 31 mars de l'année civile suivant celle du dépôt des demandes, du nombre de vaches déclarées et éligibles à la PMTVA.

**7.3. FACTEUR DE DENSITÉ (FRANCE MÉTROPOLITAINE SEULEMENT)**

En France métropolitaine, le nombre de bovins pouvant bénéficier d'une prime (PSBM pour bovins mâles ; PMTVA pour vaches ou génisses) est limité dans chaque exploitation par un plafond du facteur de densité, maintenu, comme en 2000, à **2 UGB/ha de surface fourragère**.

**Ce plafond de densité par exploitation ne s'applique pas dans les départements d'outre-mer.**

**Contrairement au complément extensif, le mode de calcul du chargement pour l'application de ce plafond de densité n'a pas été modifié par la réforme de l'OCM viande bovine en 1999, tant en ce qui concerne la prise en compte des surfaces fourragères (restent éligibles les céréales d'autoconsommation et le maïs ensilage), que le dénombrement des UGB.**

Cependant, avec l'éligibilité nouvelle des génisses à la PMTVA, certains animaux primés au titre de la PMTVA pourront avoir 24 mois ou moins. Ils compteront alors, le cas échéant, pour 0,6 UGB.

En outre, le rendement de référence utilisé pour le calcul du nombre de vaches laitières théoriques a été revu : il est fixé à **5 550 kg** de lait par vache et par an.

**7.3.1. Surface prise en compte pour la détermination du facteur de densité**

( voir la circulaire relative aux déclarations de surface )

La surface fourragère prise en compte pour le calcul du facteur de densité est la superficie de l'exploitation disponible pour l'élevage des bovins, ovins et caprins, pendant une période minimale de sept mois commençant le 1er janvier 2001 (date réglementaire), et exploitée par le producteur lui-même.

Sont exclus de cette surface, d'une part les bâtiments, les bois, les étangs, les chemins et, d'autre part, les surfaces utilisées pour d'autres productions qui bénéficient d'un régime d'aide communautaire au titre d'une organisation commune des marchés (notamment, le régime des paiements compensatoires prévu pour certaines cultures arables, celui prévu pour les fourrages séchés ou déshydratés, et celui prévu pour les semences fourragères).

## ANNEXE N° 1 (suite)

**7.3.2. UGB prises en compte pour la détermination du facteur de densité.**

Sont comptabilisés :

- les bovins mâles, vaches et génisses allaitantes, ovins et/ou caprins pour lesquels des demandes de primes ont été déposées (**animaux déclarés**), dans la limite des droits à prime accordés pour la PMTVA et la PCO et du plafond de 90 animaux par tranche d'âge pour la PSBM ;
- les vaches laitières nécessaires pour produire la quantité de référence laitière (laiteries et ventes directes) attribuée au producteur au 31 mars précédant le début de la période de 12 mois d'application du régime de prélèvement supplémentaire qui commence dans l'année civile concernée (soit attribuée au **31 mars 2001**). Cependant vous pourrez retenir la référence laitière attribuée au 1 avril 2001 si l'exploitant en fait la demande.

Calcul du nombre de vaches laitières comptabilisées dans le facteur de densité :

Le rendement laitier moyen pris en compte pour ce calcul s'établit désormais à **5 550 kg** par vache et par an.

Principe de calcul :

$$\text{Nombre de vaches laitières} \quad (A) = \frac{\text{Référence laitière}}{\text{Rendement laitier forfaitaire de 5 550 kg ou réel (si l'éleveur est au contrôle laitier)}}$$

Si l'éleveur est inscrit au contrôle laitier, le rendement à prendre en compte est la moyenne technique du producteur établie par le contrôle laitier national de la dernière campagne laitière (1er avril 2000 - 31 mars 2001 ), dans le cas où cette moyenne est supérieure à 5 550 kg. Dans le cas où la moyenne technique du producteur établie par le contrôle laitier national est inférieure à 5 550 kg, c'est cette dernière valeur forfaitaire qui est utilisée.

Les coefficients suivants sont utilisés pour les calculs de conversion du nombre d'animaux en UGB

1 vache laitière, ou 1 vache allaitante, ou 1 génisse, ou 1 bovin mâle <b>de plus de 24 mois</b>	1 UGB
1 bovin mâle, ou 1 génisse de la demande PMTVA <b>de 24 mois au plus</b>	0,6 UGB
1 brebis (ou chèvre) ou une agnelle (ou chevrette) éligible	0,15 UGB

**Pour ce qui concerne la PMTVA, la conversion en UGB est déterminée par rapport aux animaux déclarés dans la demande de prime. Elle ne varie plus par la suite, en fonction de l'âge des animaux ou d'éventuels remplacements au cours de la période de détention.**

**Le nombre d'UGB sera plafonné au nombre de droits obtenus pour la campagne.**

**Le calcul de ce dénombrement se fait en intégrant prioritairement les animaux déclarés âgés de 24 mois au plus.**

**Les veaux labellisés ne sont pas pris en compte dans le calcul du facteur de densité.**

## ANNEXE N° 1 (suite)

**7.3.3. Mode de calcul du plafond d'UGB bovines primables**

Plafond de densité applicable pour l'année 2001 : 2 UGB/ha de surface fourragère.

Nombre maximum d'UGB bovines primables (**M**) = (nombre d'hectares de surface fourragère arrêtée) x 2.

Le plafond d'UGB bovines primables pour l'exploitation pouvant bénéficier de la prime spéciale aux bovins mâles ou de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (**P**) s'obtient en déduisant du nombre (**M**) les UGB correspondant aux vaches laitières (**A**), et les UGB correspondant aux ovins et/ou caprins (**D**) pour lesquels une demande de primes a été déposée (animaux déclarés, plafonnés si besoin aux références individuelles), calculés comme exposé au paragraphe précédent :

$$P = M - (A + D)$$

Les bovins mâles déclarés pour la PSBM et les femelles déclarées pour la PMTVA viennent en soustraction de **P**, dans l'ordre chronologique de dépôt des différentes demandes de la campagne.

- **Cas des exploitations de 15 UGB ou de moins de 15 UGB**

Est exempt de l'application du plafond de densité le producteur dont le nombre d'animaux à prendre en considération pour le calcul du facteur de densité n'excède pas un total de 15 UGB.

Par extension, le **plafond de 2 UGB/ha est remplacé par un plafond de 15 UGB** pour tout bénéficiaire **dont la surface fourragère déclarée est inférieure ou égale à 7,5 ha**. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas où la surface fourragère devient inférieure à 7,5 ha après application de pénalités suite à un contrôle.

**7.3.4. Notification du plafond d'UGB bovines primables**

Vous notifierez à chaque producteur le nombre d'UGB bovines qui résulte de ce calcul, sous forme d'une lettre type qui est fournie directement par le logiciel PACAGE (édition PACAGE 1.32).

Cette notification devra intervenir dès que les éléments nécessaires au calcul (surfaces fourragères, demandes PCO, quota laitier et rendement laitier éventuel) seront connus.

**Attention : cette notification est obligatoire (règlement CE n°2342/99)**

**8. COMPLÉMENT DE PRIME SPÉCIFIQUE AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Un complément de prime d'un montant de 48,30 euro par bovin, soit 316,83 F, est octroyé dans les départements d'outre-mer. Ce complément de prime s'applique à toutes les femelles primées au titre de la PMTVA.

**9. COMPLÉMENT EXTENSIF**

**Une circulaire spécifique sera produite en janvier 2002.**

La demande de complément extensification doit être faite à l'occasion du dépôt de la déclaration de surfaces.

Cette demande devra être confirmée par la déclaration des UGB bovines dont les modalités de calcul seront précisées dans la circulaire complément extensification 2001.

## ANNEXE N° 1 (suite)

L'éligibilité sera établie dès lors que le chargement spécifique complément extensification sera inférieur à 2 UGB/HA.

Le chargement complément extensification correspond au rapport :

$$\frac{\text{UGB bovines} + \text{UGB PCO}}{\text{surfaces fourragères complément extensif}}.$$

Les UGB bovines correspondent à tous les bovins réellement présents (établis au prorata temporis), les UGB PCO correspondent au nombre de brebis déclarées dans la demande PCO.

Les surfaces fourragères éligibles sont limitées à celles portant des cultures qui ne peuvent prétendre aux aides SCOP (surfaces en herbe et en plantes sarclées fourragères) avec un dispositif de plafonnement à deux fois les prairies pâturées.

**Vous trouverez dans la circulaire SURFACE 2001 la définition précise des surfaces à prendre en compte (ch. 3 art.3.1 § 3.1.1).**

Pour 2001 le montant versé sera le suivant :

- **33 euros** (216,47 francs) si le chargement est supérieur ou égal à 1,6 UGB /ha et inférieur à 2 UGB/ ha ;
- **66 euros** (432,93 francs) si le chargement est inférieur à 1,6 UGB/ ha.



## PARTIE 2 : MODE OPÉRATOIRE

L'objet de cette partie est de présenter les principaux aspects opérationnels concernant la mise en œuvre de la réglementation de la PMTVA..

Je vous rappelle que l'ensemble des opérations relatives à l'instruction des demandes d'aide doit faire l'objet d'une description complète et détaillée sous la forme d'un manuel de procédures élaboré dans chaque DDAF. La réalisation de ce document, outre le fait qu'elle répond à une demande réglementaire (règlement n°1663/95 de la Commission relatif à l'agrément des organismes payeurs), doit vous donner l'occasion de clarifier et d'optimiser vos méthodes de travail, notamment en définissant clairement les missions de chacun et en prévoyant les modalités de traitement des différentes situations possibles. Vous serez aidés dans cette démarche par le modèle national de manuel de procédures.

Par ailleurs, je vous rappelle également que les informations collectées dans le cadre de la gestion des demandes de primes animales sont des informations individuelles et que, par conséquent, aucun usage autre que ceux prévus à la déclaration faite à la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) ne peut en être fait (loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés). Les informations relatives à un demandeur ne peuvent pas, en règle générale, être communiquées aux tiers.

### 1. INFORMATION PRÉALABLE DES BÉNÉFICIAIRES

Vous informerez les organisations professionnelles des **conditions de demande** de la prime. Ces informations seront également portées à la connaissance de la presse locale et régionale, afin que la plus large publicité en soit donnée, selon les modalités que vous jugerez appropriées.

En outre, vous communiquerez et vous commenterez les résultats globaux des contrôles de l'année précédente, en insistant sur les causes principales des sanctions dans le département et sur leurs incidences financières.

Vous insisterez notamment :

- sur la nécessité d'indiquer sur la demande de prime tous les lieux où les bovins déclarés seront présents et pourront être contrôlés pendant la période de détention (et sur l'obligation de notifier tout changement de localisation qui interviendrait au cours de la période de détention) ;
- sur la nécessité de **respecter**, à tout moment, la **réglementation relative à l'identification** pour tous les bovins présents sur l'exploitation (qu'ils soient déclarés ou non à la PMTVA) **et, notamment, sur la nécessité de notifier à l'EDE tout événement dans les délais impartis, sous peine d'être sanctionné au titre de l'identification des bovins et au titre de la PMTVA** ;
- **à l'exclusion des départements qui en sont exemptés, sur la nécessité de notifier tout remplacement de vaches ou génisses déclarées, sous 10 jours suivant le remplacement (celui-ci devant intervenir dans les 20 jours suivant le départ de l'animal et être noté sur le registre d'étable dans les trois jours)** ;

sur la nécessité de notifier sous 10 jours à la DDAF (samedis, dimanches et jours fériés non compris) les événements (mortalité) survenus parmi les animaux ;

- sur les circonstances susceptibles d'empêcher le prêt de droits et de déclencher, en conséquence, la procédure de reprise autoritaire;
- sur le fait que le choix des UGB à primer incombe totalement au déclarant et qu'aucune **demande considérée comme recevable ne pourra être modifiée ou retirée**.

Ainsi, par exemple, un éleveur ayant utilisé toutes ses UGB primables dans des demandes PSBM et n'ayant plus la possibilité, compte tenu du plafond de 2 UGB/ha, de faire valoir ses droits à la PMTVA, ne pourra en aucun cas annuler ou modifier a posteriori sa ou ses demandes PSBM.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**2. LOCALISATION DES ANIMAUX**

Tous les éleveurs sont tenus de déclarer, sur les imprimés de demande PMTVA, la localisation des animaux déclarés pendant la période de détention obligatoire.

L'éleveur doit notamment indiquer si les parcelles sur lesquelles pourront se trouver ses animaux figuraient dans sa **dernière déclaration de surfaces**.

Etant donné que le dépôt de la déclaration de surfaces 2001 interviendra avant ou après le dépôt de la demande PMTVA de la campagne :

- c'est la déclaration de surfaces de l'année 2000 qui sera utilisée comme référence pour localiser les animaux dans la demande PMTVA si elle est déposée **avant** dépôt de la déclaration de surfaces de la campagne 2001,
- c'est la déclaration de surfaces déposée 2001 qui sera utilisée comme référence pour localiser les animaux dans la demande PMTVA si elle est déposée **après** dépôt de la déclaration de surfaces de la campagne 2001.

Le cas échéant, ces déclarations de surfaces devront être complétées par **un bordereau de localisation** des animaux (exemplaire joint à la demande de prime) sur lequel l'éleveur devra **mentionner les parcelles ne figurant pas sur la déclaration de surfaces de référence, mais dont il a la jouissance en propre, en respect notamment de la réglementation des structures**. Le bordereau de localisation sera aussi utilisé **lorsqu'il n'y a pas de déclaration de surfaces** permettant de constituer une référence.

Ce bordereau devra être rempli dès que l'éleveur a connaissance des parcelles concernées, c'est-à-dire :

- soit, lors du dépôt de la demande PMTVA : dans ce cas, l'éleveur joint à sa demande de prime le bordereau de localisation des animaux. Ceci se produit, par exemple, en cas de reprise de terres entre la dernière déclaration de surfaces et le dépôt de la demande PMTVA, ou bien dans le cas d'un éleveur déposant une demande PMTVA après le 30 avril 2001 sans avoir déposé de déclaration de surfaces pour la campagne 2001;
- soit, pendant la période de détention obligatoire, **avant** de déplacer ses animaux vers de nouvelles parcelles : dans ce cas, l'éleveur doit adresser ce bordereau à la DDAF **10 jours avant le déplacement des animaux**. Ceci se produit, par exemple, lorsque l'éleveur reprend des terres après le dépôt de la demande de PMTVA.

**La demande PMTVA n'est recevable que si une déclaration de surfaces permettant de constituer une référence a été déposée, ou que si elle est accompagnée d'un bordereau de localisation.**

- **Cas des éleveurs n'ayant pas déposé ou ayant déposé hors délai une déclaration de surfaces en 2001 :**

Les demandes de prime des éleveurs se trouvant dans cette situation, (pas de demandes surface ou demande déposée avec plus de 25 jours calendaires de retard) verront leur(s) demande(s) de prime(s) animale(s) de la campagne 2001 plafonnée(s) à 15 UGB.

Ce traitement est effectué automatiquement par PACAGE.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**3. DÉPÔT DE LA DEMANDE****3.1. CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE PRIME****3.1.1. Formulaire imprimé**

Pour obtenir le bénéfice de la prime, les producteurs doivent déposer une demande en remplissant un formulaire.

Vous pouvez accepter deux types de formulaire :

- Un formulaire-type que vous avez transmis directement au producteur ou fait déposer en mairie de sa commune. Dans ce cas, le formulaire comporte trois feuillets autocopiants : le troisième de ces trois volets est conservé par l'agriculteur, et les deux autres sont déposés à la DDAF.
- Un formulaire original, accompagné d'une photocopie, imprimé à partir des données numériques disponibles sur l'un des sites habilités accessibles sur Internet, à condition que ce formulaire n'ait pas fait l'objet d'une altération par rapport aux données figurant sur le site.

**3.1.2. Pré-impression des informations relatives aux vaches déclarées**

Afin de ne pas imposer aux éleveurs de recopier sur l'imprimé l'ensemble des numéros d'identification des vaches et génisses qu'ils déclarent, vous pourrez en effectuer la pré-impression sous PACAGE. Le logiciel permet l'édition de la liste des numéros des vaches déclarées en 2000 (édition 1.32).

Ces listes, libellées au nom de chaque producteur ayant déposé une demande de PMTVA en 2000, seront jointes aux imprimés de demandes que vous remettrez. Elles seront diffusées auprès de chacun des producteurs lors du retrait de l'imprimé vierge.

Chaque producteur pourra alors, s'il le souhaite, utiliser la liste pré-imprimée, qu'il remettra avec sa demande après avoir :

- corrigé les numéros erronés, le cas échéant ;
- rayé les numéros des vaches et génisses qui ne sont plus présentes en 2001 ;
- ajouté les numéros des vaches et génisses qu'il déclare pour la première fois ;
- indiqué de façon claire et exhaustive, pour toutes les vaches et génisses déclarées, leur race, leur date de naissance et, pour toutes les vaches, la date de leur dernier vêlage ;
- signé la liste pré-imprimée.

La liste des numéros d'identification des vaches et génisses déclarées est un élément de la demande à part entière.

Les surcharges ou ratures concernant le nombre d'animaux déclarés ne sont pas admissibles.

**3.1.3. Déclaration des veaux labellisables**

Le producteur déclarera le nombre de veaux pour lequel il demande un complément « veau labellisable » dans la demande PMTVA (dernière ligne du cadre C).

Une attestation établie par l'organisation de producteurs (OP) à laquelle il adhère sera jointe à la demande.

Cette pièce comportera :

**l'identification du producteur** (nom, prénom, adresse complète)

## ANNEXE N° 1 (suite)

une **liste des veaux labellisables** (c'est à dire labellisables ou labellisés) qui mentionnera les **numéros d'identification (IPG) et la date de vente pour la boucherie** de chaque animal.

la **référence du label** concerné

**Cette attestation sera certifiée par l'OP.**

Si la liste ainsi définie ne peut être produite au moment du dépôt de la déclaration PMTVA ou si elle est incomplète, vous accepterez, réceptionnerez et saisirez le dossier, en traitant le défaut de production de cette liste en pièce manquante.

Pour de tels cas, vous ne cocherez pas la zone « **présence attestation organisme certification** » de l'onglet demande.

Le producteur sera prévenu que le paiement de la demande (prime de base PMTVA, extensification et complément « veau ») ne pourra être effectué tant que le dossier ne sera pas complété.

### 3.2. PÉRIODES DE DÉPÔT

Pour la campagne 2001, une seule période de dépôt des demandes PMTVA est retenue pour l'ensemble des producteurs (producteurs spécialisés et producteurs détenant des troupeaux mixtes).

Pour la **France métropolitaine**, à l'exception de la Corse, cette période reste fixée du **1er mars au 15 juin 2001 inclus**.

Pour la **Corse ainsi que pour les DOM**, la période de dépôt des demandes de primes reste fixée du **15 octobre au 15 novembre 2001 inclus**.

Chaque producteur ne peut effectuer qu'**une seule demande** par campagne.

L'original et une copie du formulaire de demande de prime dûment remplis seront déposés ou expédiés, accompagnés le cas échéant d'un exemplaire de la liste d'animaux pré-imprimée actualisée par l'éleveur, à la DDAF du département du siège de l'exploitation pendant les périodes de dépôt sauf cas de force majeure, le visa de la DDAF faisant foi.

Afin d'éviter toute contestation de la date de dépôt de la demande, vous suggérerez aux producteurs d'expédier leur demande de prime par envoi recommandé et vous préciserez que c'est la date de réception à la DDAF qui est prise en compte, y compris dans ce cas.

Une demande ne comportant pas toutes les informations et pièces jointes indispensables pour la réalisation d'un contrôle exhaustif est irrecevable. La date de dépôt retenue doit être celle à partir de laquelle les informations et les pièces fournies rendent possible un contrôle exhaustif de la demande.

J'appelle votre attention sur l'importance que revêt l'exactitude de la date du dépôt des déclarations, puisque le délai de 6 mois d'obligation de détention du cheptel court à partir du jour suivant cette date.

### 3.3. DÉPASSEMENT DE LA DATE LIMITE

En vertu du règlement SIGC, tout dépôt tardif donne lieu à une réduction de 1% du montant de l'aide due par jour de retard (samedi, dimanche et jours fériés non compris). Cet abattement est directement calculé par le logiciel de liquidation. Au-delà de **25 jours calendaires** de retard, **la demande est irrecevable** et ne peut entraîner l'octroi d'un quelconque montant, sauf cas de force majeure.

## ANNEXE N° 1 (suite)

En outre, un retard de dépôt de la déclaration de surfaces (sur laquelle figurent les superficies fourragères nécessaires au calcul des différents chargements pris en considération pour les aides bovines), après le 30 avril 2001, entraîne également une réduction de 1% sur le montant des primes animales par jour ouvrable de retard.

Le cas échéant, les réductions dues aux dépôts tardifs des deux déclarations (PMTVA et surfaces) se cumulent.

Lorsque la déclaration de surface est déposée hors délai (avec plus de 25 jours de retard), les demandes de primes animales (ovines et bovines) sont plafonnées à 15 UGB. Le nombre d'UGB bovines (PMTVA et PSBM) primables retenues sera calculé par le logiciel PACAGE comme suit :  $\text{nb.UGB bovines (PMTVA+PSBM)} = 15 \text{ UGB} - (\text{UGB PCO déclarées retenues} + \text{UGB lait calculées})$ . La répartition entre UGB PMTVA et UGB PSBM se fera en fonction des dates de réception des demandes de chaque régime de prime.

### 3.3.1. France métropolitaine, sauf Corse

Le tableau suivant donne le taux d'abattement appliqué en fonction de la date de dépôt de la demande de prime à la vache allaitante :

Date de dépôt	16 juin	17 juin	18 juin	19 juin	20 juin	21 juin	22 juin	23 juin	24 juin	25 juin	26 juin	27 juin	28 juin
Taux d'abattement %	-	-	1	2	3	4	5	5	5	6	7	8	9
Date de dépôt	29 juin	30 juin	1er juil.	2 juil.	3 juil.	4 juil.	5 juil.	6 juil.	7 juil.	8 juil.	9 juil.	10 juil.	
Taux d'abattement %	10	10	10	11	12	13	14	15	15	15	16	17	

A partir du 11 juillet 2001, la demande de prime est irrecevable.

### 3.3.2. Corse et DOM

Date de dépôt	16 nov	17 nov	18 nov	19 nov	20 nov	21 nov	22 nov	23 nov	24 nov	25 nov	26 nov	27 nov	28 nov
Taux d'abattement %	1	1	1	2	3	4	5	6	6	6	7	8	9
Date de dépôt	29 nov	30 nov	1er déc	2 déc	3 déc	4 déc	5 déc	6 déc	7 déc	8 déc	9 déc	10 déc	
Taux d'abattement %	10	11	11	11	12	13	14	15	16	16	16	17	

A partir du 11 décembre 2001, la demande est irrecevable.

## 4. MODIFICATION DES DEMANDES

Il n'est possible de modifier une demande que dans les cas de circonstance naturelle, de force majeure, et dans certains cas d'erreurs spontanément déclarées par le demandeur.

## ANNEXE N° 1 (suite)

## 4.1. MODIFICATION LIÉE À UN CAS DE CIRCONSTANCE NATURELLE

Pendant la période de détention, en cas de circonstance naturelle de la vie du troupeau (exemple : mortalité d'un animal porté sur la demande), les demandeurs ont l'obligation de notifier à la DDAF par écrit et dans les 10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris) suivant la constatation de l'événement en cause, la diminution du nombre d'animaux déclarés, par lettre ou en utilisant les notifications de pertes jointes aux imprimés de demandes de primes.

Les bénéficiaires qui auraient pris contact par téléphone avec la DDAF seront invités à confirmer par écrit leur notification dans les délais.

La notion de circonstance naturelle est appréciée compte tenu des conditions normales de conduite d'un élevage bovin. Je vous rappelle que la vente d'un animal, même pour faire face à des échéances financières impératives, ne constitue pas un cas de circonstance naturelle de la vie du troupeau.

Dans le cas où la diminution de l'effectif peut être imputable aux circonstances naturelles de la vie du troupeau, les animaux non maintenus ne sont pas primés, mais n'entraînent pas de pénalités pour non maintien de l'effectif. **En revanche, ils restent pris en compte dans le calcul du facteur de densité (2 UGB/ha).**

## 4.2. MODIFICATION LIÉE À UN CAS DE FORCE MAJEURE

Les cas où la force majeure est alléguée doivent préalablement être soumis, pour avis, à la **DPEI - MGA.-BAA** par lettre comportant tous les éléments utiles d'appréciation. En cas de non réponse dans un délai de deux mois l'avis sera réputé négatif. Il est en effet rappelé que la force majeure, en droit communautaire, est une notion précise, d'interprétation très restrictive puisqu'elle ne peut être invoquée qu'à l'occasion d'événements soudains, imprévisibles et que le demandeur n'a pu éviter. En outre, tous les cas de force majeure doivent être notifiés à la Commission par la DPEI.

La notification de ces cas par le demandeur est obligatoire et elle doit être effectuée par écrit à la DDAF dans un délai de 10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris) à partir du moment où l'exploitant est en mesure de le faire.

Lorsque l'exploitant n'a pas pu respecter son obligation de détention en raison de cas de force majeure, c'est le nombre d'animaux déclarés et effectivement éligibles au moment où est survenu le cas de force majeure qui est pris en compte pour le calcul de la prime.

**Application à quelques cas :**

- Incapacité professionnelle justifiant le non maintien partiel ou total du cheptel pendant la période de détention :

Vous devrez juger si un élément grave, imprévisible au moment du dépôt de la demande (et donc le plus souvent soudain) a véritablement réduit la main d'œuvre affectée au troupeau bovin sur l'exploitation. Les cas de réduction progressive d'activité ne peuvent pas être interprétés comme cas de force majeure.

En outre, la Commission européenne estime que, si l'incapacité fait suite à une incapacité antérieure à la date de dépôt de la demande, le caractère de circonstance « imprévisible » peut susciter des doutes.

- Cas d'abattage pour maladie contagieuse :

Les abattages dus à une maladie contagieuse de l'espèce bovine peuvent être considérés comme des cas de force majeure lorsqu'il existe une réglementation sanitaire communautaire ou nationale (voire locale) relative à cette maladie, à condition que l'éleveur prouve qu'il a respecté cette réglementation.

## ANNEXE N° 1 (suite)

A défaut de réglementation en vigueur, les abattages dus à une maladie contagieuse sont considérés comme des cas de force majeure à condition que les agents des services vétérinaires puissent certifier que les conditions servant à l'appréciation des cas de force majeure sont réunies.

Les abattages de troupeau pour cause d'E.S.B ou suspicion de fièvre aphteuse entrent dans la catégorie des situations de force majeure.

Dans tous les cas, les abattages doivent avoir été prescrits par les services vétérinaires. En outre, l'éleveur devra prouver que son cheptel fait l'objet d'un suivi sanitaire régulier.

Au cas où l'une des conditions mentionnées ci-dessus n'est pas remplie, les abattages doivent être considérés comme des cas de circonstance naturelle de la vie du troupeau pour autant qu'ils aient été prescrits par un vétérinaire (ex. abattage d'urgence en cas de blessures ....).

## 4.3. CONSÉQUENCES DU NON MAINTIEN D'UNE VACHE OU GÉNISSE DÉCLARÉE :

1 - Remplacement par une autre vache ou génisse dans un délai de 20 jours et inscription de ce remplacement sur le registre des bovins de l'exploitation dans un délai de 3 jours. *		Maintien de la prime ( sous réserve du respect de la règle des 80-20)	
2 - Non remplacement par une autre vache ou génisse dans un délai de 20 jours  Ou  Non inscription sur le registre des bovins dans les 3 jours	Circonstances naturelles de la vie du troupeau (mort, abattage d'urgence...)	Notification écrite dans les 10 jours	Pas de prime pour la femelle non maintenue.  Prime pour les autres femelles maintenues, calculée sans pénalité.
		Pas de notification écrite dans les 10 jours	Pénalités pour écart-minime pour toutes les femelles maintenues
	Force majeure (abattage ou vente dans conditions définies)	Notifiée dans les 10 jours (et validée par la DPEI)	Prime versée sans pénalité à toutes les femelles éligibles au moment où est survenu le cas de force majeure
		Non notification dans les 10 jours	Pénalités pour écart-minime pour toutes les femelles maintenues
	Autres cas (vente...)		Pénalités pour écart-minime pour toutes les femelles maintenues

(\*) remarque : le remplacement doit être notifié sous 10 jours.

## ANNEXE N° 1 (suite)

### 4.4. MODIFICATION LIÉE À UNE ERREUR SPONTANÉMENT DÉCLARÉE PAR LE DEMANDEUR

Dans le cas où un demandeur décèle une erreur dans sa déclaration, il doit en informer la DDAF **par écrit** dans un délai de 10 jours à compter du moment où il s'en est rendu compte.

**En aucun cas une demande de modification d'une déclaration ne peut conduire à augmenter le nombre de bovins éligibles, ou à le diminuer parce que le déclarant ne peut respecter son engagement au maintien (sauf cas de circonstance naturelle).**

Dans la mesure où :

- l'erreur n'a pas été commise délibérément ou par négligence grave,
- l'erreur fait l'objet d'une notification spontanée de l'éleveur à une date où elle n'a pas été décelée au stade du contrôle administratif,
- aucun contrôle sur place n'a été notifié à l'intéressé,

la demande de modification sera recevable. Aussi pourrez-vous procéder à la correction de la déclaration sans application de pénalités.

Vous veillerez à **conserver dans chaque dossier** toutes les traces nécessaires (modification demandée, documents justificatifs, date de la demande, agent ayant traité la demande, etc...).

Pour la mise en œuvre de ce point, vous pouvez vous reporter à la fiche MO 1240 du modèle national de manuel de procédures.

## 5. CONTRÔLE ADMINISTRATIF

J'appelle tout particulièrement votre attention sur la nécessité d'effectuer strictement l'ensemble des contrôles administratifs selon les modalités définies ci-après.

**Au titre du règlement (CE) n°1663/95 de la Commission relatif à l'agrément des organismes payeurs, vous devez prendre les dispositions nécessaires pour attester de la réalité de l'exécution des contrôles administratifs et pour pouvoir reconstituer a posteriori les différentes étapes de l'instruction d'un dossier. En particulier, à l'occasion d'un contrôle, tant des instances nationales que communautaires, vous devez être en mesure de préciser quel est l'agent qui a effectué le contrôle administratif, quand et comment celui-ci a été mené.**

Cette exigence de traçabilité rend indispensable l'utilisation systématique, pour chaque demande, d'une **fiche récapitulative de suivi**, précisant la liste des contrôles réalisés sur la demande. Un modèle vous est proposé en annexe de la présente circulaire..

PACAGE effectuant automatiquement une partie importante des vérifications nécessaires à l'instruction et au contrôle administratif dès la saisie des demandes, **vous devez initier le contrôle par la saisie des demandes.**

Vous veillerez à fournir aux agents instructeurs des indications précises sur les types de dossiers à isoler en vue de sélectionner ceux qui pourront faire l'objet d'un contrôle sur place au titre des contrôles dits orientés.



## ANNEXE N° 1 (suite)

## 5.1. CONTRÔLE DE LA RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

Le dossier de demande de prime doit comprendre :

- les deux premiers volets du formulaire de demande ou bien un formulaire original, accompagné d'une photocopie, imprimé à partir des données numériques disponibles sur l'un des sites habilités accessibles sur Internet, à condition que ce formulaire n'ait pas fait l'objet d'une altération par rapport aux données figurant sur le site, portant la signature de l'éleveur et la date de l'établissement de la déclaration, le cachet de la DDAF et la date de dépôt en DDAF;
- la liste manuelle ou pré-imprimée des vaches et génisses déclarées, actualisée par le producteur et revêtue de sa signature, jointe à chaque exemplaire de la demande de prime ;
- un relevé d'identité bancaire ou postal original.
- un bordereau de localisation des animaux si nécessaire.
- L'attestation comportant la liste des veaux labellisables certifiée par l'OP, si l'éleveur a déclaré des animaux de ce type .

**La date de dépôt retenue par la DDAF doit être celle à partir de laquelle les informations et les pièces fournies rendent possible un contrôle administratif de la demande.**

Les délais de dépôt des demandes sont impératifs. Vous saisirez néanmoins les demandes qui seraient déposées après la date limite.

**J'attire votre attention sur l'impossibilité d'utiliser des formulaires de demandes de 2000 au titre de la campagne 2001 .**

Pour la mise en œuvre de ce point, vous pouvez vous reporter à la fiche MO 1210 du modèle national de manuel de procédures.

## 5.2. CONTRÔLE DU NOMBRE D'ANIMAUX DÉCLARÉS

*Si le nombre de primes demandées sur le tableau récapitulatif des effectifs (page 2 du formulaire de demande) diffère du nombre de bovins listés, en application du principe d'erreur manifeste, vous modifierez le nombre de primes de façon à ce qu'il soit égal au nombre d'animaux listés, sans appliquer de pénalités. C'est en effet la liste des animaux qui constitue la référence déclarative.*

***Au dépôt de la déclaration, vous vous assurerez que l'éleveur a bien déclaré au minimum 80% de vaches par rapport à l'effectif total déclaré, vaches et génisses confondues. Si tel n'est pas le cas, en application du principe d'erreur manifeste, vous conviendrez avec l'éleveur des génisses qui seront rayées de la liste des animaux déclarés et n'appliquerez pas de pénalités.***

***Etant donné qu'il ne peut être accepté qu'un animal soit ajouté à la demande de prime pour la simple convenance de l'éleveur, les génisses surnuméraires ne pourront pas être remplacées par des vaches éligibles qui n'auraient pas été déclarées initialement.***

*Pour les veaux labellisables, vous n'avez, en principe, aucun contrôle à faire, PACAGE effectuera tous les tests pour calculer d'un nombre de veaux ouvrant droit à complément. Ce nombre sera, avant contrôle, égal au nombre de veaux retenu plafonné (minimum entre nombre de veaux proposé et nombre de vaches et de génisses déclaré plafonné par les droits).*

## ANNEXE N° 1 (suite)

*Cependant, si l'instruction et/ou le contrôle administratif révèle une anomalie dans la déclaration (ex. : OP non conforme aux règles prescrites par la loi du 9 juillet 1999,.....), vous pourrez saisir un nombre de veaux « ajusté », dans l'onglet contrôle administratif, que vous aurez défini, toujours inférieur au nombre dit « retenu ». C'est ce nombre qui servira de base au calcul de la prime et des pénalités éventuelles. Par défaut le nombre « ajusté » est égal au nombre « retenu ».*

Exemples :

L'éleveur demande 11 primes mais ne liste que 10 animaux : inscrire dans la case C du cadre C de la page 2 que 10 primes sont demandées et saisir cette correction dans PACAGE.

L'éleveur demande 10 primes mais liste 11 animaux : inscrire dans la case C du cadre C de la page 2 que 11 primes sont demandées et saisir cette correction dans PACAGE, la liste des animaux saisis comprenant 11 animaux.

L'éleveur demande 10 primes mais liste deux fois le même numéro : rayer une des deux lignes, on inscrira dans la case cadre C de la page 2 que 9 primes sont demandées et saisir cette correction dans PACAGE, la liste des animaux saisis comprenant 9 animaux.

L'éleveur a 35 droits à prime, il demande 30 primes PMTVA, 25 vaches, 5 génisses et 32 veaux, PACAGE retiendra 30 vaches et génisses déclarées retenues et plafonnera le nombre de compléments « veau labellisable » à 30 veaux.

*Je vous rappelle qu'en aucun cas vous ne pourrez rajouter à la liste des numéros d'animaux un bovin que l'éleveur aurait oublié de déclarer.*

## 5.3. CONTRÔLE DE LA LIVRAISON DE LAIT

Ce contrôle n'a plus lieu d'être depuis la campagne 2000, puisque le plafond de 120 000 kg de référence laitière pour éligibilité à la PMTVA est supprimé.

## 5.4. CONTRÔLE DU NOMBRE DE VACHES LAITIÈRES DES PRODUCTEURS DE LAIT

Un troupeau mixte, comprenant à la fois des vaches laitières et des vaches allaitantes, peut être géré de deux manières différentes :

- **Troupeau avec race allaitante et race laitière distinctes :**

Le troupeau peut être composé de vaches laitières de race laitière, et de vaches allaitantes de **race à viande ou mixte, distinctes**. Dans ce cas, il ne peut guère y avoir de risque de fausse déclaration de la part de l'agriculteur qui, aux fins d'augmenter la prime, déclarerait une vache laitière comme allaitante .

- **Troupeau avec une race unique :**

Le troupeau peut être composé de vaches d'une **race unique à double fin** (lait et viande, par exemple, normande, salers, etc...), géré en un seul lieu. Dans ce cas, le risque de surdéclaration en vaches allaitantes existe et un contrôle doit être effectué afin de s'assurer de la vraisemblance des déclarations.

Le principe de ce contrôle consiste à vérifier que le nombre de vaches laitières déclarées par le demandeur permet bien de produire son quota de début de campagne. La norme de production retenue est le rendement moyen français (5 550 kg), sauf si l'éleveur est au contrôle laitier auquel cas le rendement réel peut être pris en compte.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Il convient donc de calculer le **rendement laitier apparent des vaches laitières du demandeur** : ce rendement R est le ratio entre la quantité de référence du producteur et le nombre de vaches laitières indiqué sur la demande.

- **Si  $R < 6\,380\text{ kg}$** , la demande peut être retenue et la prime attribuée au nombre de vaches figurant sur la demande (sauf plafonnement). En effet, un dépassement du rendement moyen national (5 550 kg) de moins de **15 %** n'est pas considéré comme significatif et n'a pas à être justifié par le demandeur.
- **Si  $R \geq 6\,380\text{ kg}$** , la demande ne peut être acceptée que si l'éleveur peut justifier son rendement. En effet, tout dépassement de 15 % ou plus de la norme nationale doit être justifié.

Cette preuve peut être apportée par les résultats du contrôle laitier ou par le volume livré si, par exemple, les livraisons sont largement inférieures à la référence; **le calcul du rendement laitier doit être refait en fin de campagne une fois connues les livraisons réelles, qu'il conviendra de réclamer à l'exploitant, et de saisir dans l'intercalaire « lait », à la rubrique : livraison réelle en fin de campagne.**

Peut aussi, éventuellement, être prise en compte la généalogie des vaches laitières permettant de présumer, par documents officiels du contrôle laitier, une production unitaire élevée (par exemple, performances de la mère et indexation favorable du père).

*Pour la mise en œuvre des contrôles liés à l'activité laitière, vous pouvez vous reporter à la fiche MO 1250 du modèle national de manuel de procédure.*

### 5.5. CONTRÔLE DE L'ÉLIGIBILITÉ DES ANIMAUX À PARTIR DES EXTRAITS DU FICHIER IPG TRANSMIS PAR L'EDE

Les rapprochements effectués automatiquement par PACAGE lors de la saisie des demandes permettent de signaler d'éventuelles incohérences quant aux animaux déclarés et aux cheptels d'appartenance. Les rapprochements réalisés lors de la réception d'informations nouvelles transmises par l'EDE effectuent les mêmes contrôles et permettent, lorsque la période de détention est achevée, de contrôler le maintien des effectifs déclarés sur l'exploitation pendant toute la période de détention.

Les rapprochements avec la base de données IPG, qui constitue le référentiel des bovins détenus dans le département, vous permettront de prendre connaissance :

- des alertes bloquantes :
  - ◊ code race IPG inéligible
  - ◊ date naissance IPG postérieure à date de naissance déclarée et si cette date de naissance IPG fait que c'est une génisse présumée
  - ◊ sexe mâle dans le fichier IPG
- et des alertes non bloquantes :
  - ◊ animal présent dans aucun cheptel à la date de dépôt
  - ◊ animal inconnu au fichier IPG
  - ◊ race déclarée différente de la race du fichier IPG
  - ◊ date de naissance déclarée différente de la date de naissance du fichier IPG
  - ◊ cheptel déclaré différent du cheptel d'appartenance IPG.

Toutes ces alertes devront être expertisées, en vous rapprochant si nécessaire de l'éleveur.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Pour éviter d'avoir à régulariser des paiements indûs, je vous recommande de procéder à toutes les expertises IPG et d'avoir pris toutes les décisions nécessaires sur le caractère éligible des animaux concernés avant la mise en paiement.

Les rapprochements devront être effectués sur la totalité des demandes déposées au titre de la campagne PMTVA 2001. Les alertes devront être expertisées le plus tôt possible et au moins dans un délai compatible avec le respect de la date limite du 30 juin 2002 pour l'achèvement des paiements de la PMTVA 2001.

Il vous appartiendra d'en établir le calendrier en fonction des modalités de transmission d'informations convenues avec l'EDE de votre département. Vous informerez le Directeur des services vétérinaires des anomalies constatées, non justifiées après expertise.

*Pour la mise en œuvre de ce point, vous pouvez vous reporter aux fiches MO 1230 et MO 1260 du modèle national de manuel de procédures.*

## 5.6. CONTRÔLE DE LA RÈGLE DES « 80% DE VACHES »

*Le contrôle de la règle des 80% de vaches s'effectue par rapport à un effectif de base. Cet effectif est pris égal :*

- *soit à l'effectif initial d'animaux (vaches et génisses) déclaré à la PMTVA, sans tenir compte des cas de circonstances naturelles ;*
- *soit, au nombre de droits obtenus par l'éleveur pour la campagne, (ses droits définitifs et les éventuels droits temporaires obtenus), sans tenir compte des circonstances naturelles, **si celui-ci est inférieur à l'effectif initial déclaré.***

### Exemples :

100 animaux déclarés, 110 droits définitifs, pas de droits temporaires : le nombre minimum de vaches à maintenir pendant la durée de rétention est de 80 (= 80% de 100).

100 animaux déclarés, 70 droits définitifs et 10 droits temporaires : le nombre minimum de vaches à maintenir pendant la durée de rétention est de 64 (= 80% de 80).

*Une conséquence de cette règle est que si l'éleveur ne respecte pas la règle des 80% de vaches par rapport à son effectif initial déclaré mais qu'il a suffisamment de vaches par rapport à son nombre de droits total, il ne sera pas pénalisé.*

### Exemples :

1. L'éleveur possède 80 droits définitifs. Il déclare 100 animaux, 80 vaches et 20 génisses. En cours de période de détention, l'éleveur remplace 5 vaches par 5 génisses et détient donc, à un moment donné, 75 vaches et 25 génisses.

- Si on lui attribue 0 droits, le nombre de droits sur la campagne est de 80. L'éleveur doit maintenir et avoir maintenu 64 vaches. Aucune pénalité n'est appliquée.

## ANNEXE N° 1 (suite)

- Si on lui attribue 15 droits, le nombre de droits sur la campagne est de 95. L'éleveur doit maintenir et avoir maintenu 76 vaches. Il est alors en écart minime de 1 animal, puisqu'à un moment donné, il n'a détenu que 75 vaches, une pénalité est alors appliquée..

2. L'éleveur détient 110 droits définitifs mais ne déclare que 100 animaux, 80 vaches et 20 génisses. En cours de période de détention, l'éleveur remplace 5 vaches par 5 génisses et détient donc, à un moment donné, 75 vaches et 25 génisses.

A défaut d'un remplacement dans les 20 jours par 5 vaches, l'éleveur est en écart minime de 5 animaux. En effet, le nombre de vaches détenues est inférieur de 5 au nombre minimum requis de 80 vaches compte tenu de l'effectif déclaré et le remplacement par 5 génisses ne peut être comptabilisé.

*Attention : de même qu'en cas de vente de vaches sans remplacement dans les délais requis, une pénalité pour écart minime est appliquée même s'il n'est observé qu'une journée (compte tenu des 20 jours maximum autorisés pour le remplacement).*

*PACAGE effectuera sur l'année 2001 un contrôle de cohérence entre le caractère présumé vache/génisse des animaux en fonction de leur âge et les déclarations de l'éleveur. A ce titre, il calculera un pourcentage de vaches « théorique » pour chaque jour de la période de détention.*

***Vous tiendrez compte de ce pourcentage ainsi que des notifications de remplacement envoyées par l'éleveur pour, le cas échéant, placer en contrôle orienté les dossiers qui vous paraîtraient ne pas respecter la règle des 80% de vaches.***

#### 5.7. CONTRÔLE DU PLAFOND DE DENSITÉ

PACAGE calcule automatiquement le facteur de densité à partir de l'ensemble des informations gérées, conformément à la méthode décrite au chapitre 7.3 de la première partie.

Afin d'exclure tous les animaux amenant le facteur de densité au dessus du plafond de 2 UGB/ha, les nombres d'animaux retenus par PACAGE lors de la liquidation des primes PSBM et PMTVA sont plafonnés, en commençant par les demandes d'aides bovines de dépôt le plus tardif.

#### 5.8. CONTRÔLE DU PLAFOND INDIVIDUEL

PACAGE effectue, pour tous les éleveurs, la comparaison systématique du nombre de droits attribués et du nombre de primes demandées. Toute demande est plafonnée au niveau de la référence individuelle du demandeur.

Ce plafonnement évolue en cas d'attribution de droits temporaires.

Pour les veaux labellisables le plafond est calculé automatiquement dans PACAGE. Le nombre de veaux est plafonné au minimum entre le nombre de génisses et vaches déclaré et le nombre de veaux proposé : lui-même minimum entre veaux déclarés et veaux portés sur l'attestation de l'OP.

#### 5.9. PROCÉDURE CONTRADICTOIRE DANS LE CADRE DU CONTRÔLE ADMINISTRATIF

En cas de constatation d'anomalie(s) susceptible(s) d'entraîner l'application d'une pénalité, vous en informerez l'éleveur par courrier, en l'invitant à vous faire part de ses observations sous 10 jours. Si, à l'issue de cette procédure, vous décidez de ne pas mettre intégralement en paiement la demande, vous notifierez votre décision à l'intéressé. Voir modèle en annexe.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**6. MISE EN ŒUVRE DU COMPLÉMENT EXTENSIF**

La présentation du mode opératoire relatif à la mise en œuvre du complément extensif réformé fera l'objet d'une circulaire spécifique en janvier 2002.

**7. CONTRÔLE SUR PLACE ET SUITES À DONNER AUX CONTRÔLES ADMINISTRATIF ET SUR PLACE**

Les instructions à mettre en œuvre au niveau national vous sont communiquées dans deux circulaires spécifiques, consacrées l'une aux contrôles sur place des primes animales (circulaire conjointe DPEI/DGAL) et l'autre à l'application des pénalités.

La première citée ne faisant pas mention des dispositions particulières pour le complément veau labellisable, vous vous référerez aux dispositions qui suivent pour les demandes PMTVA comportant de veaux.

**Lorsqu'une demande PMTVA comportant des veaux labellisables sera sélectionnée pour un contrôle sur place, le contrôleur vérifiera :**

- que les veaux sont bien nés et ont été détenus sur l'exploitation jusqu'à leur sortie à partir du registre des bovins de l'éleveur
- que les animaux ont été vendus pour la boucherie au cours de l'année 2000, à partir des factures de vente.

**Lors de ce contrôle, aucune vérification du caractère labellisable n'est à effectuer par le contrôleur. Ce contrôle (consistant en des vérifications prévues au cahier des charges Label Rouge : qualification de l'élevage, suivi de l'exploitation, contrôle en abattoir....) relève d'une démarche mise en œuvre par des agents habilités par un organisme certificateur agréé par la Commission Nationale des Labels et des Certifications (CNLC).**

**A l'issue d'un CSP, en cas d'écart entre le nombre de veaux déclaré et/ou attesté d'une part et le nombre de veaux constaté lors du CSP d'autre part, un nombre de vaches égal à cet écart sera considéré comme non établi ( non paiement et pénalités sur les autres).**

**Dans le cas où sont à la fois constatés un écart sur les vaches déclarées et un écart sur les veaux, c'est l'écart le plus grand des deux qui sera retenu pour cette demande.**

**Plus de détails seront donnés dans la circulaire « suites à donner aux CSP administratifs et sur place.**

**8. MISE EN PAIEMENT – DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES****8.1. CALCUL DU MONTANT À VERSER**

Depuis la campagne 2000, les primes versées aux troupeaux mixtes et aux producteurs traditionnels ne sont plus comptabilisées de manière séparée, les deux paragraphes de la nomenclature budgétaire ayant été fusionnés.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**A noter :**

- l'exigence communautaire de comptabiliser le nombre de vaches primées ;
- l'obligation en cas d'application de l'écart-minime d'effectuer l'arrondi sur le montant unitaire de la prime et non sur le montant total à verser.
- Le montant de la prime sera calculé en euros

**8.1.1. Cas général sans réduction de prime**

On utilise les rubriques :

- CEE 1 - CEE 2 - CEE 3, CEE 4, CEE 5 qui concernent les montants financés par le FEOGA, la rubrique CEE 2 concernant le complément extensif,
- FRA 1 - FRA 2 - FRA 3, FRA 4 qui concernent les montants financés par le budget national.

**CEE 1 :** montant financé par le FEOGA : prime de base

- 182 euros, soit 1193,84 F par vache sans limitation de nombre.

**CEE 2 :** montant financé par le FEOGA : Complément extensification,

- 66 euros, soit 432,93 F par vache sans limitation de nombre pour un chargement inférieur à 1,6 UGB/ha SF.
- 33 euros, soit 216,47 F par vache sans limitation de nombre pour un chargement supérieur ou égal à 1,6 et inférieur à 2 UGB/ha SF.

**CEE 3 :** montant financé par le FEOGA (réservé à la Corse , au Hainaut et DOM ),

- 24,15 Euros, soit 158,41 F par vache sans limitation de nombre.

**CEE 4:** montant financé par le FEOGA : Complément POSEIDON (DOM),

- 48,30 euros, soit 316,83 francs par vache .

**CEE 5 :** montant financé par le FEOGA : Complément « veau labellisable »

- 121,96 euros, soit 800,01 francs par vache dans la limite du nombre de veaux déclarés.

**FRA 1 :** montant financé par le budget national (France entière, sauf Corse, Hainaut et DOM):

- 25,85 Euros, soit 169,56 F par vache sans limitation de nombre.

**FRA 2 :** montant financé par le budget national (France entière, sauf Corse, Hainaut et DOM)

- 24,15 Euros, soit 158,41 F par vache avec limitation aux 40 premières vaches.

**FRA 3 :** montant financé par le budget national (réservé à la Corse et au Hainaut)

- 27,55 Euros, soit 180,72 F par vache avec limitation aux 40 premières vaches

**FRA 4 :** montant financé par le budget national (réservé aux DOM)

- 25,85 Euros, soit 169,56 F par vache avec limitation aux 40 premières vaches

## ANNEXE N° 1 (suite)

**Remarque : Cas particulier des GAEC** : le plafond de 40 vaches applicable au complément national FRA 2 sera multiplié par le **nombre d'associés éligibles** du GAEC, calculé conformément aux dispositions de la circulaire DPE/SPM/C95 N°4024 et DEPSE/SDSEA/95 n°7045 du 29 décembre 1995.

Ainsi, le plafond pour un GAEC avec 2 associés éligibles est porté à 80 vaches (3 associés = 120 vaches). Pour les GAEC créés avant le 01/07/92, le nombre d'associés éligibles est égal au nombre total d'associés du GAEC.

Pour les GAEC créés après le 01/07/92, le nombre d'associés éligibles est égal à celui des exploitations préexistantes fusionnées, qui correspondaient avant le regroupement à une exploitation autonome d'au moins 1 SMI foncière.

### 8.1.2. Cas où la prime est réduite

En cas de retard pour le dépôt de la demande ou de l'application de pénalité pour écart-minime ; la réduction s'applique à chaque montants unitaires de la prime, y compris sur le complément « élevage extensif » et veau labellisable si la déclaration en comporte.

## 8.2. MISE À DISPOSITION DES CRÉDITS ET PAIEMENT DE LA PRIME

### 8.2.1. Périodes de paiement des demandes déposées en 2001

Avant la mise en paiement des dossiers, les contrôles administratifs et sur place ainsi que toutes les expertises et traitements des anomalies détectées, lors du croisement des listes des animaux saisis et du fichier IPG, doivent avoir été effectués et enregistrés dans PACAGE.

Conformément au règlement communautaire, **les primes bovines ne peuvent être versées avant le 16 octobre** de l'année civile pour lesquelles elles sont demandées.

**Rappel : Le versement de la totalité de la prime PMTVA (prime de base et extensification) devra intervenir avant le 30 juin 2002, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.**

### 8.2.2. Mise à disposition des crédits

Le nombre et les dates des délégations de crédits pour la campagne 2001 sont encore inconnus. Cependant, il est vraisemblable que les délégations interviendront, comme l'an passé, en plusieurs temps.

**Vous pourrez connaître le montant des sommes à payer mois par mois en simulant la création d'un lot de paiement pour les dossiers déposés entre les deux dates choisies : vous lancez la création du lot , vous lisez le montant à verser et le nombre de dossiers à payer, mais vous n'enregistrez pas ce lot.**

Ces montants devront être envoyés à la MGA – BAA (télécopie 01 49 55 80 36), éventuellement revus à la baisse en fonction des capacités réelles de paiement de votre département (organisation interne, capacité de traitement des lots par votre Trésorerie Générale) ; ils serviront de base aux délégations de crédits.

Une note d'information sera diffusée aux DDAF sur ce sujet, avant le début de la campagne de paiement.

Les délégations de crédits destinés au paiement de cette prime sont imputées sur le chapitre 44.55 « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche.

**Je ne saurais trop insister sur l'importance d'une utilisation aussi rapide que possible des crédits qui vous seront délégués.**



## ANNEXE N° 1 (suite)

**8.2.3. Modalités d'engagement au regard du contrôle financier déconcentré**

En application de la circulaire du Ministre délégué au budget du 9 avril 1998, la PMTVA peut faire l'objet d'un engagement global sur le chapitre 44-55 article 30.

**8.2.4. Imputation de la dépense**

- **article 33** : maintien du troupeau de vaches allaitantes (**part nationale**) - campagne de commercialisation 2001.
  - ◊ Paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles.
- **article 34** : maintien du troupeau de vaches allaitantes (**part communautaire**) - campagne de commercialisation 2001. Subventions aux entreprises privées agricoles :
  - ◊ Paragraphe 15 : Prime de base
  - ◊ Paragraphe 16 : complément veau labellisable
  - ◊ Paragraphe 17 : complément extensif pour un chargement inférieur à 1,6 UGB/ha de surface fourragère.
  - ◊ Paragraphe 18 : complément extensif pour un chargement de 1,6 à 2 UGB/ha de surface fourragère.
  - ◊ Paragraphe 19 : complément régions défavorisées (Corse, Hainaut, DOM )
  - ◊ Paragraphe 20 : complément POSEIDOM (DOM)

Le libellé des paragraphes 17 et 18 permettant le paiement du complément extensif n'a pas intégré la modification des seuils introduite par la réforme (seuils laissés à 1 et 1,4 UGB). Cependant cette non mise à jour n'empêche pas le paiement, tout à fait normalement, du complément extensif sur ces deux lignes budgétaires.

- **article 39** : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part communautaire) – Complément au titre de l'**agri-monétaire** :
  - ◊ Paragraphe 35 : prime de base – complément agri-monétaire, campagne de commercialisation 2001
  - ◊ Paragraphe 37 : complément extensif pour un chargement inférieur à 1,6 UGB/ha de surface fourragère – complément agri-monétaire, campagne de commercialisation 2001
  - ◊ Paragraphe 38 : complément extensif pour un chargement de 1,6 à 2 UGB/ha de surface fourragère – complément agri-monétaire, campagne de commercialisation 2001
  - ◊ Paragraphe 39 : complément zones défavorisées (Corse, Hainaut, DOM ) – complément agri-monétaire, campagne de commercialisation 2001.

**8.2.5. Modalités de règlement**

Le logiciel PACAGE génère automatiquement deux fichiers correspondant l'un, au fichier des paiements, l'autre à celui des flux physiques (nombre de vaches, données de chargement...). Ces deux fichiers doivent impérativement être intégrés en même temps dans le logiciel AGRI +. Grâce à l'interface avec NDL, l'ensemble des informations sera transmis par liaison informatique à la **trésorerie générale**.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Le paiement de la prime de base, part communautaire, complément national et complément agri-monnaire fait l'objet d'un seul et même versement représentant la totalité des sommes dues. L'arrondissement au franc supérieur ou inférieur est formellement proscrit.

Les paiements complément extensification et complément veau labellisable seront effectués au cours du premier semestre 2002 :

- pour le premier après déclaration des UGB bovines
- pour le second après fixation du montant définitif calculé en fonction du nombre de vaches pouvant bénéficier de ce complément.

Le mandatement intervient sous forme de mandats pluri-créanciers à imputation multiple (articles d'exécution 33, 34 et 39 du chapitre 44.55) établis au nom de « divers créanciers ».

**Afin de permettre au comptable d'appliquer dans les meilleures conditions possibles la règle de la compensation légale, je vous demande, avant tout mandatement, de vous rapprocher de la trésorerie générale (service recouvrement-produits divers) de votre département, afin de disposer de la liste des éleveurs à l'encontre desquels un titre de perception a antérieurement été émis pour un indu de PMTVA et n'a pas encore été totalement recouvré.**

**Cette information vous permettra, lors de la transmission de votre mandatement à la trésorerie générale, de rappeler sur le bordereau les demandeurs pour lesquels une prime reste à rembourser.**

### 8.2.6. Justification de la dépense : composition du dossier

Les pièces justificatives suivantes seront transmises lors du paiement :

- demande originale de l'intéressé, accompagnée de la liste, pré-imprimée le cas échéant, des vaches déclarées, modifiée et complétée par l'éleveur, certifiée et datée par celui-ci, de l'attestation de l'OP pour les producteurs de veaux labellisables ainsi qu'un Relevé d'Identité Bancaire,
- état des données de chargement (liste 1.55 de PACAGE),
- bordereau récapitulatif par bénéficiaire, précisant le montant à payer (part communautaire et part nationale, le cas échéant complément extensif et/ou veau labellisable), le nombre d'animaux primés, les réductions de primes pour écarts-minimes et retards (liste 1.11 de PACAGE),
- état reprenant le total général du mandatement revêtu de la signature du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt (liste 1.13 de PACAGE).

### 8.2.7. Certification de l'ordonnateur

Il vous appartient de certifier par une mention unique appuyant chaque mandat que chacun des bénéficiaires de l'aide en cause satisfait aux conditions posées par les textes précités instituant ces primes et, notamment, que la demande a été déposée dans les délais réglementaires.

## 8.3. RÉGULARISATION DES PAIEMENTS INDUS

### 8.3.1. Généralités

Les textes instituant la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes et le règlement SIGC prévoient qu'en cas de non-respect des engagements souscrits, l'administration procède à la mise en œuvre du recouvrement total ou partiel de la prime, augmentée d'un intérêt, cette année égal à 4,26 %. Ce calcul d'intérêt valable pour toutes les sommes versées à partir de la campagne 1989-1990 porte sur la part communautaire et sur la part complémentaire nationale de la prime.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Le **remboursement** du paiement indu et de ses intérêts peut être prélevé sur la première avance ou sur le premier paiement en faveur de l'exploitant concerné après la décision de recouvrement. Toutefois, l'exploitant peut effectuer le remboursement sans attendre cette déduction.

Les **intérêts** se calculent alors en fonction de la durée qui s'est écoulée entre le paiement indu et son remboursement (par compensation ou par remboursement anticipé de l'éleveur). La cause du reversement est sans incidence sur l'exigibilité des intérêts à l'exception des cas d'erreur de l'administration qui ne peuvent en aucun cas conduire à l'application d'intérêts. En revanche, ces derniers sont dus dans le cas d'animaux non maintenus sur l'exploitation (et non remplacés), y compris en raison de circonstances naturelles de la vie du troupeau.

**Le taux d'intérêt à appliquer est le taux d'intérêt légal soit 3,36% pour l'année 1998, 3,47% pour l'année 1999, 2,74% pour l'année 2000 et 4,26 % pour l'année 2001. Ce calcul d'intérêt doit être effectué par rapport à la date du mandatement de la prime émis par la DDAF et de la date à laquelle la DDAF émet le titre de perception exécutoire.**

### 8.3.2. Liquidation de la créance - émission des titres de perception

La constatation de la créance donne lieu à l'émission de deux titres de perception exécutoires à l'encontre de chacun des débiteurs concernés. Ces titres sont établis l'un sur la part nationale ainsi que sur les intérêts y afférents, l'autre sur le montant de la part communautaire ainsi que les intérêts s'y attachant.

Pour éviter tout risque d'erreur dans la comptabilité de ces reversements, il convient de faire apparaître dans la colonne « observations » du titre de perception :

- la campagne à laquelle se réfère le titre de perception ;
- le nom du débiteur et son numéro identifiant (n° PACAGE) ;
- l'indication du montant de la part nationale et/ou communautaire à laquelle se rapporte le titre ;
- le nombre de droits à primes correspondant au reversement demandé ;
- la mesure concernée par le titre (bénéficiaire traditionnel, troupeaux mixtes, complément extensif, complément veau labellisable, complément zones défavorisées, complément POSEIDOM) ;
- le montant de l'aide à recouvrer, en détaillant principal, intérêts et pénalités ;
- l'origine du reversement (trop-perçu ou fraudes/irrégularités).

### 8.3.3. Dispositions d'ordre général

Ces titres de perception sont assignés sur la caisse du Trésorier Payeur Général du département de l'ordonnateur.

Ils font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « divers » :

- spécification 811.91 « récupération des autres indus ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits » pour la part nationale et les intérêts s'y rattachant,
- spécification 805.11 pour la part communautaire et les intérêts s'y rattachant.

Il convient de préciser qu'en cas de facilités de paiements accordées au demandeur par le comptable, les remboursements doivent être imputés prioritairement sur le compte 901-59 ligne 805 - spécifications 805-11.

**Afin d'assurer un suivi rigoureux et une comptabilité des reversements, un ordre de reversement doit obligatoirement être émis lorsqu'un paiement indu est constaté, même si celui-ci peut être compensé.**

## ANNEXE N° 1 (suite)

Les titres de perception n'étant pas gérés par PACAGE, vous repérerez à partir du bordereau de liquidation (édition 1.11) les producteurs concernés et les éléments comptables devant figurant dans ce document.

Vous transmettez tous les éléments nécessaires à l'établissement de ces pièces au service d'administration générale, chargé de l'émission « manuelle » des titres de perception.

Les pièces justificatives de chaque mise en recouvrement doivent être classées et conservées dans le dossier du producteur.

#### 8.4. ACCORD MENSUEL DES COMPTES

##### 8.4.1. Etats mensuels établis contradictoirement avec le comptable assignataire

Un état de rapprochement mensuel des dépenses effectuées au titre de la PMTVA est établi par vos soins (édition 1.10 de PACAGE). Il est communiqué au comptable assignataire pour accord et visa **avant le 3e jour ouvrable de chaque mois**.

L'accord porte à la fois sur les données mensuelles et sur les données cumulées depuis le début de la campagne, soit depuis le 16 octobre 2001. Il précise :

- **le montant des mandats visés et enregistrés** par le Trésorier-Payeur-Général de votre département au titre **de l'article 33 et de l'article 34 du chapitre 44.55** du budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

L'accord des comptes ne porte donc pas sur le montant des mandats émis par l'ordonnateur au cours d'un mois donné mais sur le montant des mandats admis par le comptable. Il vous appartient de prendre toute disposition utile avec le Trésorier Payeur Général afin que les mandats afférents à un mois donné puissent être traités dans les délais impartis ;

- **le nombre total de vaches primées** concernant la part communautaire et celui relatif à la part nationale; le nombre de vaches primées pour le complément extensif.

Concernant les recouvrements, la Trésorerie Générale vous transmettra chaque mois un état de la situation à jour. Vous devrez vous assurer alors de la cohérence avec les titres émis.

##### 8.4.2. Traitement des discordances entre ordonnateur et comptable

En cas de désaccord entre le comptable et l'ordonnateur qui ne peut être résolu avant la date d'envoi par le comptable des informations dont il dispose pour un mois donné à l'Agence Comptable Centrale du Trésor, il y a lieu dès que l'erreur est décelée - que celle-ci soit imputable à l'ordonnateur ou au comptable - d'établir un état de rapprochement rectificatif qui mentionne, pour les lignes ayant supporté une erreur, les montants dont il convient de tenir compte pour le mois considéré. L'indication « rectification au mois de.. » doit figurer expressément sur l'imprimé qui est revêtu du visa du Trésorier-Payeur-Général.

Bien entendu, afin de permettre au comptable assignataire de viser les états de rapprochement suivants, il convient de tenir compte des montants portés sur l'état rectificatif à l'occasion de l'établissement de l'état mensuel (montants cumulés).

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

**9. TABLEAU DE BORD ET STATISTIQUES DE CONTRÔLE**

Les DDAF adresseront à la DPEI - MGA - BAA (fax : 01.49.55.80.36) :

- leurs statistiques de contrôle administratif et sur place ( édition 5.33 de PACAGE), à la demande de la MGA
- un bilan spécifique des anomalies liées aux rapprochements effectués avec les fichiers IPG

Le bureau des aides animales de la MGA (fax : 01.49.55.80.36) sera amené régulièrement à demander aux DDAF des remontées d'informations produites automatiquement, afin d'assurer le suivi national de la campagne en terme d'avancement des demandes traitées, des contrôles sur place ou d'anomalies expertisées.

## ANNEXE N° 2 : Modèle d'état des données de chargement (état 1.55)

DDAF :

.././....

## PMTVA - ETAT DES DONNEES DE CHARGEMENT - Campagne : 2001

Numéro du lot de paiement : ...

Nom du lot de paiement : .....

Date de paiement : .....

Nombre total de producteurs pour ce lot de paiement : .....

N° PACAGE	Dénomination	Commune			
		INSEE	Nom		
				Date de dépôt PMTVA.....	Nombre de Génisses et de Vaches
				Date de dépôt SURFACE.....	- déclarées .....
				Surface fourragère bovine .....	- absentes circonstance naturelle ...
				Plafond d'UGB primables.....	- absentes force majeure
				UGB Lait.....	- écart non justifié .....
				UGB PCO .....	- présentes lors du CSP .....
				UGB PSBM avant PMTVA.....	Nombre de veaux labellisables
				UGB disponibles avant PMTVA.....	- proposé.....
				UGB PSBM après PMTVA.....	- ajusté (suite à contrôle adm) .....
				Droits PMTVA.....	- constaté (suite à CSP).....
				UGB PMTVA.....	Solde UGB après PMTVA .....
				Surf. fourr. compl. Extensif .....	Solde UGB après PMTVA/PSBM .....
				UGB bovines campagne.....	Chargement/plafond.....
				Chargement extensif camp. ....	Eligible au complément extensif oui/non

## ANNEXE N° 3 : Modèle de bordereau de liquidation (état 1.11)

DDAF :

.././....

## PMTVA – BORDEREAU DE LIQUIDATION DE L'AIDE - Campagne : 2001

PRODUCTEURS	Gén. et vaches Compl. veaux	FRA1 33-15	FRA2 33-15	CEE1 34-15	CEE2-1 34- 17	CEE2-2 34- 18	CEE5 34-16	Agri-Cee1 39- 35	AgriCee2-1 39- 37	AgriCee2-2 39- 38	TOTAL
N° PACAGE											
NOM Prénom											
Adresse	Déjà payé										
RIB	Reste dû										
Pénalités : EM / Taux global :	A payer										
	A réimputer										

Total commune : Nb dossiers :											
Total général											

Total banque : Nb dossiers :											
Autres types de paiement											
Total général											

ARRETE LE PRÉSENT BORDEREAU A LA SOMME DE : € EN DATE DU .././...

## ANNEXE N° 3 (suite et fin)

DDAF :

.././....

## PMTVA - BORDEREAU DE LIQUIDATION DE L'AIDE - Campagne : 2001

	Nbre de dossiers	Gén. et vaches Compl. veaux	FRA1 33-15	FRA2 33-15	CEE1 34-15	CEE2-1 34-17	CEE2-2 34-18	CEE5 34-16	Agri-Cee1 39- 35	AgriCee2-1 39-37	AgriCee2-2 39-38	TOTAL
TOTAL GENERAL												
Déjà payé												
Reste dû												
A payer												
A réimputer												
Dont écart minime												
Dont date dépôt SURFACE dépassée												
Dont date dépôt PMTVA dépassée												
Dont écart minime et/ou date dépôt dépassée												

AU TOTAL : € EN DATE DU .././....

NUMÉRO DU BORDEREAU :

	FRA1 33-15	FRA2 33-15	CEE1 34-15	CEE2-1 34-17	CEE2-2 34-18	CEE5 34-16	Agri-Cee1 39-35	AgriCee2-1 39-37	AgriCee2-2 39-38
Montant unitaire en euro	25.85	24.15	182.00	66.00	33.00	121.96			



ANNEXE N° 4 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives au remboursement des sommes indûment perçues.

MODELE DE TELECOPIE POUR TRANSMISSION A L'ACCT  
*au plus tard le 3ème jour ouvrable de chaque mois*  
 PMTVA - REMBOURSEMENT DES SOMMES INDUMENT PERCUES

TELECOPIE n° 01-44-74-49-10 ou 01-55-04-65-24

Département : ..... Mois de recouvrement : .....  
 Gestion comptable : ..... Campagne de référence : .....  
 Mesure concernée <sup>1</sup> : { prime de base (part communautaire)  
                                   **ou** { complément extensification  
                                   **ou** { zones défavorisées (CORSE/HAINAUT/DOM)  
                                   **ou** { complément agrimonétaire  
                                   **ou** { complément veau labellisable (CORSE/HAINAUT/DOM)

Compte 901-59 spéc. 805.11	Balance d'entrée au 16.10.2001  (= restes à recouvrer au 15.10.2001)	Prise en charge		Recouvrements		Admissions en non valeur		Restes à recouvrer
		du mois	depuis le 16.10.2001	du mois	depuis le 16.10.2001	du mois	depuis le 16.10.2001	
<b>- Principal</b>								
trop-perçu <sup>1</sup> <b>ou</b>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
fraude et irrégularité <sup>1</sup>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
<b>- Intérêts</b>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
<b>- Pénalités</b>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
<b>- Nombre de vaches</b>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

<sup>1</sup> Rayer les mentions inutiles

Copie à DDAF

ANNEXE N° 5 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives aux reversements opérés au titre des régularisations de modulation.

MODELE DE TELECOPIE POUR TRANSMISSION A L'ACCT

*au plus tard le 3ème jour ouvrable de chaque mois*

MODULATION DE LA PMTVA - REVERSEMENTS DES EXPLOITANTS N'AYANT PAS ÉTÉ ASSEZ MODULÉ AU TITRE DE LA CAMPAGNE PRÉCÉDENTE

TELECOPIE n° 01-44-74-49-10 ou 01-55-04-65-24

Département : ..... Mois de recouvrement : .....  
Gestion comptable : ..... Campagne de référence : .....

Transferts par le compte 391.01 spec. non comptable 9000 spec. comptable 0516 clé 09	Prise en charge (compte de prise de charge : 4190)		Recouvrements		Restes à recouvrer
	du mois	Depuis le 16.10.2001	du mois	depuis le 16.10.2001	
- Reversement de modulation sur prime de base (32-15)	.....	.....	.....	.....	.....
- Reversement de modulation sur complément extensif (32 - 17 et 18)	.....	.....	.....	.....	.....
- Reversement de modulation sur complément « zones défavorisées » (32-19)	.....	.....	.....	.....	.....
- Reversement de modulation sur complément agrimonétaire (39 - 25 à 29)	.....	.....	.....	.....	.....
- Reversement de modulation sur complément « veau labellisable » (34 - 16)	.....	.....	.....	.....	.....

**Copie à DDAF**